

LES ÉGLISES DU POITOU

De la Révocation de l'Édit de Nantes à l'Édit de Tolérance

1685 à 1787

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le grade de bachelier en théologie

et soutenue publiquement le jeudi 15 Novembre 1889, à 4 heures

PAR

ÉLISÉE TILLET

SAINTE-FOY-LA-GRANDE

IMPRIMERIE G. ROCHE, RUE SAINTE-FOY

1889

UNIVERSITÉ DE FRANCE — ACADÉMIE DE PARIS

LES ÉGLISES DU POITOU

De la Révocation de l'Édit de Nantes à l'Édit de Tolérance

1685 à 1787

THÈSE

LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

obtenir le grade de bachelier en théologie

publiquement le jeudi 25 juillet 1889, à 4 heures

PAR

ÉLISÉE TILLET

SAINTE-FOY-LA-GRANDE

IMPRIMERIE G. ROCHE, RUE SAINTE-FOY

—
1889

FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Examineurs de la soutenance :

M A. VIGUÉ, Président de la soutenance.
MM. VIGUÉ,
BONET-MAURY, } Examineurs.
JUNDT,

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions
particulières du candidat.

A MES PARENTS

A MONSIEUR BOURGUIGNON

Témoignage d'Affection et de Reconnnaissance



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547901_0029

INTRODUCTION

Le 18^e siècle est pour l'Eglise protestante l'époque la plus lugubre de son histoire. Après un siècle de paix relative, l'ère des persécutions s'ouvrit par la révocation de l'Edit de Nantes et se continua par des édits successifs, de plus en plus barbares. Cette législation fut encore renforcée sous Louis XV par l'édit de 1726, publié par le duc d'Orléans ; cet édit fut la dernière aggravation à cet état déjà si douloureux de l'Eglise réformée. Le protestantisme était certainement perdu s'il s'était abandonné à la faiblesse et au désespoir, ou si ses membres s'étaient accommodés aux pratiques du culte romain ou avaient cédé au fanatisme. Antoine Court et Paul Rabaut le sauvèrent de ce double écueil. Mais à l'œuvre de ces deux illustres restaurateurs du protestantisme, il faut joindre les efforts des Eglises particulières qui soutinrent ces deux chefs et leur facilitèrent la tâche. C'est la destinée des églises de l'une de ces provinces, du Poitou, dont nous nous proposons de retracer l'histoire pendant cette lugubre période du désert.

Le Poitou fut promptement gagné à la Réforme. La noblesse, qui avait adopté les idées nouvelles, en facilita singulièrement le progrès dans les commencements. Mais si la Réforme se propagea rapidement, les persécutions aussi ne s'y firent pas attendre. C'est dans cette province qu'on fit l'essai des dragonnades ; et c'est elle qui eut le plus à souffrir. Pour retracer la

destinée des églises du Poitou de 1685 à 1787, nous diviserons notre travail en deux grandes parties : La première est destinée aux assemblées et aux persécutions, et est divisée en trois périodes : de 1685 à 1724 c'est-à-dire de la révocation à l'édit de 1724 ; de 1724, à 1744, c'est-à-dire de l'édit de 1724 au premier synode national ; et de 1744 à 1787, l'édit de Tolérance. La seconde partie montrera l'intolérance du Clergé et de la Cour, et traitera de la discipline de l'Église réformée.

Un mot maintenant des sources utilisées pour ce travail. La première et la plus importante est la célèbre série TT,325 et O'368 et suivants des Archives nationales. Nous n'exprimerons ici qu'un regret, c'est que cette série ait été si longtemps inconnue et si peu explorée. Le Bulletin du protestantisme nous a été aussi d'une grande utilité. Personne n'ignore l'importance de cette revue et n'en méconnaît la valeur ; il est inutile d'en faire ici l'éloge, elle se fait surtout remarquer par l'exactitude et la sincérité des faits qu'elle rapporte.

Une troisième source qui nous a également servi est l'histoire des Protestants et des Églises du Poitou de Monsieur Lièvre. Nous ne pouvons ici qu'exprimer notre admiration pour ce beau travail.

Nous ajouterons aussi le bulletin évangélique de l'Ouest ;

Les papiers Rabaut (Bibliothèque du protestantisme français).

Ed. Hugues — Les synodes du désert.

— PREMIÈRE PARTIE —

Assemblées et Persécutions

CHAPITRE I

1685 — 1724

« Il n'y a pas de province qui doive occuper une plus grande place dans l'histoire de nos persécutions que celle du Poitou ; car il est certain qu'il n'y en a point où l'on ait exercé plus de barbaries et où l'on ait vu de plus grands exemples de constance. (1) »

Ce fut en effet dans le Poitou qu'on fit le premier essai des dragonnades. Dès 1681, Marillac, alors intendant de cette province, eut le triste honneur d'y inaugurer ces missions bottées. « Chaque maison devint alors le théâtre d'une lutte acharnée entre la faiblesse héroïque et les furies de la force brutale. Les soldats, ces esclaves de la vie militaire formés par le bâton, voyaient pour la première fois les résistances courageuses de la libre conscience. (2) »

(1) Jurieu, *Lettres pastorales*, t. II, livre 8.

(2) Michelet, *Louis XIV et la Révocation*.

Le résultat de ces dragonnades fut des conversions forcées, des supplices et des crimes qui chargent éternellement la mémoire des intendants, du clergé et du roi, et surtout une lamentable et ruineuse émigration. L'émigration fut si grande que M^{me} de Maintenon écrivait à son frère qui venait de recevoir une gratification de 108.000 francs : « Je vous prie, employez utilement l'argent que vous allez avoir. Les terres en Poitou se donnent pour rien ; la désolation des huguenots en fera encore vendre. Vous pouvez aisément vous établir grandement en Poitou. »

Mais malgré toutes les cruautés, les conversions n'étaient pas très-nombreuses ou étaient factices. Prêtres, Jésuites et dragons étaient impuissants à ramener les obstinés hérétiques dans le giron de l'Église. Aussi tous les ans, sous l'influence de M^{me} de Maintenon et de quelques misérables conseillers, apparaissaient de nouvelles ordonnances qui tendaient à extirper l'hérésie du royaume. On se plaisait à tracer un tableau trompeur des progrès de la saine doctrine catholique et de la rapide décroissance de l'hérésie. On écrivait à la cour que l'hérésie disparaissait comme les brouillards devant le soleil, et les beaux esprits du temps, Bossuet lui-même, félicitaient le roi de ce grand événement et des merveilleuses dispensations que la Providence répandait sur la France, sur le souverain et sur la religion apostolique et romaine. Le roi, trompé par toutes ces déclarations, frappa enfin le dernier coup, en révoquant l'Édit de Nantes, déjà si entamé, au mois d'octobre 1685.

« Les temples qui restaient encore debout devaient être démolis, les écoles fermées ; tout exercice de la religion réformée était interdit. On donnait quinze jours aux ministres pour se convertir ou sortir du royaume ; diverses immunités et une pension supérieure à leur traitement de pasteurs étaient promises à ceux qui abjureraient. Tous les enfants devaient à l'avenir être baptisés par les curés et élevés dans la religion catholique. Les défenses de sortir du royaume étaient renouvelées et l'on rendait leurs biens à ceux qui, ayant déjà émigré, rentreraient dans le délai de 4 mois ! » (1)

Mais loin de revenir les huguenots augmentèrent encore le nombre des exilés. Tous les pasteurs émigrèrent à l'exception de deux toutefois qui, soit par crainte, soit pour un autre motif, préférèrent rester en France et se cacher. Louvois écrivait à l'intendant, le 23 janvier 1688 : « L'on a donné avis à sa majesté que le sieur de Beauregard qui demeure à un quart de lieue de Ruffec, entretient un ministre dans sa maison et que les sieurs de la Forest, de Foucherie, et de Lordonnière, gentilshommes des environs de Pouzauges, ont aussi un ministre et qu'ils s'assemblent tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre pour y faire l'exercice de la R. P. R. (2.) »

L'émigration continua plus forte que jamais ; cette province fournit à l'Amérique nombre d'excellentes familles. Chatellerault perdit le dixième de sa population. Le village de Sussay, près de Chatellerault, Poitiers, la capitale de la province, fournirent aussi

(1) Lièvre — *Histoire des protestants et des églises du Poitou*, Livre II
page 165.

(2) *Archives du ministère de la guerre*, 835 in f°.

leur contingent à l'émigration. Au centre du Poitou, à l'Est et au Nord de Niort, est une contrée très peuplée, d'où partirent pour l'Amérique de nombreuses familles huguenotes. La plupart de ces localités sont maintenant trop insignifiantes pour figurer sur les cartes ordinaires ; mais aucune ne fut alors assez obscure pour échapper à la rage des troupes de Louis XIV et il est probable que ce petit district souffrit autant de vexations et de tortures qu'aucune autre province du royaume. Les dragons ne laissaient une paroisse pour passer à une autre que lorsqu'il n'y restait plus un seul protestant à convertir ou à ruiner. Les maisons étaient livrées au pillage, les femmes outragées et torturées, les hommes battus, puis poussés ou traînés dans les Églises et dès qu'on les avait persuadés de s'agenouiller devant le prêtre ou de placer leurs mains sur l'Évangile latin, ils étaient inscrits sur le livre des convertis. On rencontrait des multitudes fuyant du côté de la Rochelle ou dans d'autres places où elles croyaient trouver la sécurité, où groupées le long des côtes, attendant le moment favorable pour un embarquement clandestin. Il est aisé de concevoir que l'effroi et la consternation causés par l'approche des dragons ait pu occasionner quelquefois la folie. Jean Migault raconte qu'il rencontra souvent dans ses tournées une femme portant un nourrisson dans ses bras et suivie de deux autres enfants, fuyant folle de peur à travers les champs, sous l'impression qu'elle était poursuivie par les dragons. De Niort aussi, long-

temps l'une des places fortes des huguenots, partirent nombre de réfugiés. Parmi ceux qui vinrent en Amérique, on trouve les noms de François et Thomas Bureau, fils de Pilippe Bureau, imprimeur à Niort, qui éditaient des ouvrages religieux. On a des psautiers imprimés « à Niort par Philippe Bureau » 1657 et 1670, et par la veuve Bureau en 1678 (1). » Dès l'année 1684 François s'était établi à Londres, tandis que leur vieille mère restait avec le plus jeune de ses enfants. Ils souffrirent l'année suivante toutes les horreurs des dragonnades que Thomas décrivit dans une lettre adressée à son frère, le 30 août 1685 ; « C'est à présent que nous sommes à l'épreuve, mon très cher frère, cette pauvre province est inondée de dragons qui désolent tout. Revenant de Poitiers avec mon beau-frère, passant par St-Maixent, nous vîmes les désordres qui s'y commettaient, et l'ordre que M^r l'intendant donna de ne laisser sortir personne de la ville et pour cet effet mit trente mousquetaires à chaque porte. Je craignis que l'on ne fit la même chose à Niort, ce qui m'obligea de monter à cheval pour m'y rendre, mais les dragons y étaient déjà, qui faisaient les plus étranges violences du monde, cela m'empêcha d'y entrer ; mon beau-frère y entra parce qu'étant chef de famille il aurait été criminel en s'absentant. Dès que les dragons furent dans la ville on en envoya quatre chez nous qui commencèrent par la boutique, Jetèrent tous les livres par terre, ensuite avec des haches et des marteaux brisèrent et mirent en pièces

(1) (*Bulletin du protestantisme*, XXXIX, 368, note.)

toute la charpente, les rayons, les vitres et la menuiserie, entrèrent leurs chevaux dans la boutique et les livres leur servirent de litière ; ils furent ensuite dans les chambees d'où ils jetèrent tout ce qui était dedans en la rue, de sorte qu'en peu de temps il y eut un si grand embarras qu'on n'y pouvait passer. M. le maire regardait cela de dessus sa porte, qui se baignait de joie ; je suis résolu de partir aujourd'hui pour Paris, afin d'y aller solliciter notre congé. Je suis à présent à demie lieue de la ville, chez un amy, ma mère me mande par un exprès qu'elle n'en peut plus ; ces misérables la traitent de la plus épouvantable manière du monde et assurément elle est d'un exemple admirable par sa constance ; elle me mande ne plus pouvoir fournir à l'excessive dépense qu'ils font, car outre 4 écus qu'elle leur donne par jour, ils lui ont mangé toute sa vaisselle d'argent. Je lui écris de faire en sorte de se cacher en quelque endroit si elle peut avec ma sœur, ce qui est presque impossible, car il est fait défense aux catholiques romains de réfugier aucun protestant sous peine de galères ; le commandant de ces dragons passant hier au soir chez nous appela ma mère et lui dit ; « Quoi chienne tu n'a pas encore changé de religion ni ta p . . . de fille, » à quoi ma mère répondit « qu'elle espérait de la grâce de Dieu de ne le renier jamais. « Eh bien b . . . de chienne tu seras donc bientôt pendue avec huict ou dix autres opiniâtres de cette ville qui ne se veulent pas changer non plus que toi. » Les dragons dirent qu'il valait mieux

leur attacher les licols de leurs chevaux au col et les trainer par les rues comme des chiens enragés pour servir d'exemple ; on m'écrit qu'aujourd'hui on doit redoubler la garde chez nous. M. le maire a dit à ma mère que si elle quittait sa maison seulement pour six heures, qu'il la ferait pendre et qu'on allait faire transporter tous les livres qui sont dans notre magasin dans la place du Château pour les brûler. J'exhorte ma mère à ne se point étonner de tout cela et de continuer ce qu'elle a si bien commencé. Enfin je ne peux vous faire ici qu'un faible trait du plus horrible tableau qui se soit jamais vu. Mon beau-frère a trois dragons qui lui font à peu près la même chose ; Jugez par là de notre état. Je ne vous dis point la peine des autres. M. Perot le père et MM. Mérichau et Nalvod sont prisonniers dans des cachots, les fers aux pieds pour avoir dit seulement qu'ils étaient bons et fidèles sujets du roi mais qu'ils ne changeraient jamais de religion. A Dieu, mon cher frère, priez Dieu pour nous. » (1).

Signé : *Thomas Bureau.*

De Thorigné, village situé à quelques milles de Niort, partit un certain Daniel Bonnet, qui devint l'un des colons de New-Rochelle. La tradition conservée dans la famille Bonnet, au sujet de l'évasion de leur ancêtre, rapporte que Daniel et sa femme se rendirent à la côte, à 45 ou 50 milles, avec leurs deux petits enfants cachés dans des paniers portés par un âne et couverts de légumes. La

(1) *Bulletin du protestantisme*, volume XXXIV, page 367!

mère avait recommandé aux enfants de garder un silence absolu, quoiqu'il pût arriver. Ils avaient à peine commencé leur voyage qu'ils rencontrèrent un dragon. Celui-ci demanda ce que contenaient leurs paniers. La mère répondit : « Des légumes frais pour le marché. » Doutant de l'exactitude de cette déclaration, le brutal soldat poussa son cheval auprès de l'âne et perça de son épée le panier le plus proche, leur criant en continuant son chemin ; « Bon voyage mes amis. » L'angoisse des parents fut extrême et dès que le soldat fut hors de vue, ils ouvrirent le panier et trouvèrent l'enfant blessé, l'épée ayant traversé dans le gras de la jambe. L'enfant n'avait pas jeté un cri. Heureusement aucun autre obstacle ne vint interrompre le voyage. (1) »

Les habitants de Thorigné montrèrent une admirable fermeté en présence des cruautés de ces dragons forcenés, qui purent à peine obtenir une seule conversion simulée. Le prêtre du village enrageait de l'obstination des huguenots. Il demanda plus tard une seconde campagne des dragons qui fut aussi infructueuse que la première. Les habitants s'étaient réfugiés dans la forêt voisine, laissant leurs maisons désertes.

Les villages de Beaussais, Sepvret, Chenay, La Forge-Nocey, Ste-Soline, Aulnay et la Ville-Dieu, payèrent aussi leur tribut à l'émigration.

Sous la terreur inspirée par ces scènes de barbarie, ceux qui n'avaient pu s'exiler, abjurèrent. Dans l'année 1686 on extorqua ainsi un grand nombre

(1) (*History of the county of Westchester* (N. 9), by the late Rev. Robert Rolton, revised édition, tome 1, p.p. 595 et 596.

d'abjurations. M. Lièvre relève 1500 abjurations à Loudun dans la seule nuit du 30 octobre 1685. (1) En 1686 dans la paroisse de Sepvret il y en eut 28. L'abjuration est relatée en ces termes : « Le 19 février 1686 s'est présentée par devant nous prêtre soussigné Marie Barré, femme de Louis Gamin, de Pillac, à laquelle ce requérant nous avons donné l'absolution de l'hérésie de Luther et de Calvin et l'avons agrégée au corps de la sainte église catholique, apostolique et romaine. En présence d'Isaac Barré son père et Joachim Guerriive qui ne savent signer. Signé : Milleberteau, prêtre, curé de Sepvret (2). »

Aux dragons, à qui tout était permis, excepté cependant le viol et l'homicide, toutefois ils ne se firent aucun scrupule de tuer et de violer, on joignit des prêtres et des moines qui parcouraient les campagnes cherchant eux aussi à faire le plus de conversions possible. Foucault écrivait au commencement de 1686 qu'il ne restait pas 500 protestants dans toute la province.

Jusque-là on ne s'était pas occupé de la noblesse ou du moins on l'avait laissée en repos, mais on songea aussi à la ramener au sein de l'Eglise. On employa d'abord la douceur et la persuasion, mais ces moyens n'étant pas assez puissants on eut encore recours au ministère des dragons. On logea chez eux des compagnies entières. L'intention du roi est que les dragons demeurent chez les gentils-hommes et « qu'on leur laisse faire le plus de désor-

(1) Lièvre, — *Hist. des protestants et des églises du Poitou*, Livre II, page 166.

(2) — *Bulletin du protestantisme* Livre XXII, page 235.

dre qu'il se pourra. (1) » Louvois mandait en même temps au marquis de Vêrac « de faire mettre en prison les religionnaires chez lesquels il n'y avait plus de quoi nourrir les dragons » (2). Quelques gentils-hommes s'enfuirent ; le plus grand nombre abjura ; avant la fin de l'année 1685 onze cents abjurèrent. Ceux qui résistèrent furent enfermés dans des châteaux forts et leurs femmes dans les couvents.

En 1687 on voit apparaître en Poitou un personnage dont la présence dans cette province surprend un peu : c'est l'abbé de la Chaize. C'est dans un acte de baptême trouvé dans la commune du Busseau qu'on rencontre ce nom. Voici cet acte : « Le 12 octobre 1687 a été baptisée une fille, à laquelle on n'a point imposé de nom, fille de messire Armand François Duvergier, seigneur, marquis, de la Rochejacquelein et de dame Marie Elisabeth de Caumont, son épouse. Et ledit baptême a été fait par moi ledit curé : L. Briffaud. Le 3^{me} jour de novembre 1687 a reçu les cérémonies de l'Eglise, qui avait été baptisée les jours et an que dessus, Françoise Armande, fille de messire Armand François Duvergier, marquis de la Rochejacquelein et de dame Marie Elisabeth de Caumont, et laquelle a été présentée aux cérémonies de l'Eglise par messire Louis de Meulles, chevalier, marquis du Frêne-Chabot et de la Durbellière et par dame Marie de Vallois femme de messire Marc de Caumont, chevalier, et seigneur Dade commandant du fort d'Exil. Ledit de Meulles et ladite de Caumont, comme

(1) Foucault, *Mémoires*.

(2) — *ibid.* —

ayant charge et représentant très haut et très puissant seigneur Armand Jean du Plessis, duc et pair de France, duc de Richelieu et très haute et très puissante dame Françoise d'Aubigny, marquise de Maintenon.» Et parmi les signatures qui suivent : celle de l'abbé de la Chaize (1).

Les premiers moments de terreur et d'affolement dus aux cruautés des dragons, passés, les assemblées recommencèrent en Poitou. Les temples étant détruits, les réunions eurent lieu au milieu des bois d'abord la nuit. Une des premières assemblées se tint à Pouzauges en 1687. Cette réunion surprise fut suivie de plusieurs emprisonnements. « Les religionnaires qui se sont assemblés près Pouzauges et qui sont prisonniers demandent grâce et promettent de vivre en bons catholiques, mais c'est pour avoir la vie sauve. » (2)

Les réformés prirent ensuite la résolution de s'assembler en plein jour. La première réunion qui eut lieu ainsi se tint à Grandry dans l'année 1688. Cette assemblée fut encore surprise par les dragons.. Les religionnaires auraient pu se sauver dans un bois avoisinant, mais forts de leurs bonnes intentions ils préférèrent les attendre. Des coups de feu furent tirés ; beaucoup périrent par les balles, le reste fut enfermé dans les prisons ou envoyés aux galères. Trois d'entr'eux : Thomas Marche, Guérin et Rousseau furent exécutés à St-Maixent. Mais ces exécutions n'arrêtèrent pas

(1) (*Bulletin du protestantisme*, livre 12, page 347,

(2) Foucault, *Mémoires*.

les assemblées. Bien qu'on ait fort peu de détails sur cette fin du règne de Louis XIV on peut supposer que ces réunions ne cessèrent pas, car de temps en temps il y eut des assemblées surprises. Ainsi d'après un renseignement de M. Lièvre (1), il se trouve aux archives du département de la Vienne un dossier relatif à une assemblée tenue au bourg de Celles dans les premiers mois de 1690. Par arrêt du conseil du 12 septembre de cette même année, le maître des requêtes la Bourdonnaye fut commis pour instruire le procès contre Gédéon le maréchal, sieur de la Fère, de la R.P.R. « accusé d'avoir assisté et presché dans cette assemblée. » Des lettres de rémission lui furent accordées en décembre 1692. Dans les pièces justificatives du livre d'Armand de la Chapelle, il est aussi question d'une assemblée tenue le jour de Pâques 1698 dans la terre de Couhé qui appartenait au marquis de Vérac. A la suite de cette assemblée 42 personnes furent condamnées. Le président de Poitiers en condamna 8 à être pendus ; celui de Paris, à qui ils en appelèrent de la sentence déclara qu'il serait plus amplement informé sur leur compte. (2)

Il y avait en outre des réunions secrètes dans les maisons particulières, les bois et les cavernes. Le maréchal d'Estrées, alors gouverneur, avait donné carte blanche à ses subordonnés d'amener prisonniers à Niort tous ceux qui ne se rendraient pas à la messe. Mais après le départ de ce maré-

(1) *Hist. des protestants et des églises du Poitou*, Livre II, page 197.

(2) — Armand de la Chapelle, vol II p. 288.

chal, la persécution sembla se ralentir.

Les réunions étaient présidées par des proposants qui prêchaient des sermons appris par cœur. On vit ainsi une nommée Robine qui fit tant de bruit, aussi bien entre les papistes qu'entre les réformés. Cette Robine dont la mémoire était remarquable apprenait des sermons qu'elle récitait avec succès et édification. Un prédicant, nommé Potel se joignit à elle; les assemblées commencèrent à grossir; mais en voyant qu'on les cherchait pour les arrêter, Robine et Potel s'enfuirent en Angleterre. Robine mourut peu de temps après à Jersey : sa fin fut édifiante.

Bien que la persécution fut un peu moins violente, il y eut cependant des arrestations. Le proposant Bonnet d'Exoudun fut enfermé dans les prisons de Poitiers, mais les preuves n'étant pas assez convaincantes, il fut bientôt relâché. Les proposants Billot, Bureau et Susset furent aussi arrêtés vers la même époque et restèrent deux ans dans les prisons.

En 1713 nouvelles persécutions suscitées par un avocat de Niort, Chebrou, ennemi juré des réformés. Chebrou se mit en campagne au milieu de l'hiver, à la tête d'une petite troupe composée de quelques invalides du château de Niort et de quelques archers de la maréchaussée. Il s'empara de Jean Rivet et du frère du prédicant Gadeau qu'ils conduisirent dans les prisons de Niort, ainsi que les proposants Callou et Guerry. Le propo-

sant Moynard et une famille entière de cinq à six personnes qui voulaient sortir de France, eurent le même sort ; un jeune homme, nommé Michaut qui leur avait servi de guide fut aussi arrêté et pendu sur la place du Marché à la Mothe-Saint-Héraye.

Lorsque Rivet fut pris : « Que fera le petit troupeau lui dit Chebrou, maintenant que nous tenons son pasteur ? » Mais lui fièrement : « Ne vous mettez pas en peine du petit troupeau, il a un pasteur qui est à couvert de toutes vos recherches et qui ne l'abandonnera pas. » Et comme Chebrou riait : « Vous riez à votre aise, mais il n'en sera pas toujours de même. Un jour nous paraîtrons vous et moi devant un tribunal plus équitable que celui que vous occupez maintenant. Alors s'accompliront ces paroles : Vous êtes bienheureux vous qui pleurez à présent, parce que votre tristesse va se changer en joie, mais malheur sur vous qui riez maintenant car votre joie se convertira en deuil. » (1)

Le subdélégué continua son œuvre de persécution. Berthelot quoique condamné aux galères par contumace, continuait son ministère. Il avait été sur le point de passer en Angleterre, lorsque la mort de Louis XIV le fit rester en Poitou. Il se cachait et convoquait des assemblées dans des lieux écartés, déjouant toutes les recherches de Chebrou. Il tenait tête au subdélégué et remplissait si bien la contrée du bruit de son nom qu'on

(1) Antoine Court, *Recueils et Mémoires*, Vol R. page 193.

n'appelait plus le protestantisme que la « religion Berthelote. »

Vers 1718 les religionnaires croyant que le régent leur était favorable et qu'il lui était aussi facile de révoquer les arrêts de Louis XIV qu'il l'avait été à ce dernier de casser l'Edit de Nantes, les religionnaires, pour dissuader le régent de cette idée qu'il n'y avait plus de protestants en France, poussèrent l'audace jusqu'à s'assembler publiquement sur les emplacements des anciens temples démolis. « Cette résolution prise on jeta d'abord la vue sur l'emplacement du temple de Mougon parce que ce bourg était presque entièrement de la religion et dix ou douze jours à l'avance on avertit les protestants des environs. Le jour marqué, on s'assembla sur la place même où avait été le temple et dont on avait fait un jardin ; l'homme à qui il appartenait voulut s'y opposer ; les autres disaient que c'était leur place et qu'on les en avait privés injustement. La contestation fut de courte durée ; il ne voulut pas ouvrir la porte, mais on l'eut bientôt forcée ; on entra dans le jardin entouré de murs et on commença la lecture en attendant que le monde s'assemblât ; il y eut environ 2.000 personnes. (1) Des assemblées semblables se tinrent à Melle, à la Mothe-St-Héraye, à St-Maixent ; il y en eut encore à Couhé, Cherveux ; à Lusignan, à St-Christophe, à St-Gelais près Fontenay le Comte, et Benet. Informés de ces fré-

(1) *Bulletin du protestantisme*, t. IV, p. 230.

quentes assemblées et de ce que quelques particuliers s'étaient imaginés qu'elles pouvaient être permises, sa majesté voulant faire savoir ses intentions et les détromper des idées chimériques que des esprits mal intentionnés leur ont suggérées, défend à toute personne de se trouver à aucune assemblée sous peine d'être punie. (2) On ne tint aucun compte de ces ordonnances, Berthelot poussa jusqu'à Angoulême. » Quoique fit l'intendant, il y eut encore en 1720 des assemblées à St-Maixent et à Niort et ce ne fut que longtemps après que Berthelot fut pris. Un M^r de Luques écrivait à l'ambassadeur hollandais : « Les assemblées ont été fort nombreuses car elles ont passé 3.000 personnes. » (1) Aussi ni les arrestations ni les captures des prédicants n'empêchaient ces réunions. Le mouvement religieux continuait à se propager de bourg en bourg et de village en village. En 1715 arriva tout à coup à Paris une étrange nouvelle : on faisait courir le bruit que les religionnaires du Poitou s'étaient soulevés et qu'il allait en être de même des autres provinces, et cela sous l'influence d'Alberoni ministre de Philippe V roi d'Espagne qui cherchait à soulever les protestants contre le régent. On eut peur d'une guerre civile Et le duc d'Orléans engagea Basnage d'écrire à ses coreligionnaires pour leur recommander la soumission au roi. Celui-ci en effet écrivit ce petit opuscule : « Instruction et lettre pastorale aux

(2) *Archives nationales*, TT. 325. Edit du roi. 27 mars 1715.

(1) *Bulletin*. t. IV, p. 238.

Réformés de France sur la persévérance dans la foi et la fidélité pour le souverain.» La cour le fit répandre à profusion dans le Poitou. Les proposants étonnés répondirent par l'organe de Court qui fit une belle réponse au pasteur de la Haye : « Nous voulons, avec la grâce de notre Seigneur, ce qui est à Dieu.» C'est du ciel seulement que les protestants attendaient leur délivrance et ils laissaient à Dieu le soin de faire éclater sa miséricorde et sa sagesse dans leurs misères et leurs perplexités. (1)

Les protestants en effet ignoraient complètement les projets d'Albéroni et n'avaient jamais réfléchi aux chances d'un soulèvement dans une guerre générale. Les religionnaires du Poitou s'étaient rendus à des assemblées, mais sans autre dessein que celui d'implorer Dieu. « Il est certain écrivait M^r de la Bouchetière, qu'on a fait très grand tort à tous ces pauvres gens de dire que leurs assemblées étaient fomentées par les ennemis de l'Etat. Ils n'ont jamais eu d'autres dessein que de prier Dieu, et lorsqu'ils l'ont fait ils ont toujours prié pour la conservation du roi et pour la prospérité de M. le régent. Ils n'ont jamais eu de ministres. Ça toujours été l'un d'eux, qui, après avoir appris quelques sermons, le leur a récité, et cela sans aucun tumulte et sans armes.» (2)

Cette lettre est confirmée par celle de M. de Luques à l'ambassadeur hollandais. (3)

(2) *Bulletin*, t. V. 54.

(1) *Lettres adressées à Antoine Court*, tome 2.

(3) *Bulletin*, l. IV p. 237.

Pendant quelque temps la cour, sans dévier de sa ligne de conduite, dont la sévérité avait été maintes et maintes fois prouvée, avait suspendu l'application de ses ordonnances, mais n'avait eu nullement l'intention de promulguer un édit de tolérance, et dès que la politique le lui permit elle reprit ses mesures de rigueur. Les réunions continuèrent à se multiplier à Niort à St-Maixent et dans les autres lieux « infectés ». L'intendant ne savait à quelle mesure recourir pour arrêter le mal ; on demandait à la cour des instructions. « J'ai trouvé, lui manda-t-on, son altesse royale dans les mêmes sentiments que je vous ai marqué par ma précédente, savoir qu'on ne fasse encore qu'arrêter les prédicants, les lecteurs, ceux qui prêteront leurs maisons pour tenir des assemblées et quelques uns des principaux qui les composent. » (1) Et quelques jours plus tard : « j'apprends avec plaisir l'emprisonnement du prédicant de Niort. S. A. R. est persuadée qu'en s'attachant, comme vous le faites, à faire suivre et arrêter ses semblables, on parviendra facilement à dissiper les assemblées dont ils sont les mobiles(2) » Rien n'y faisait cependant. On afficha alors dans toutes les villes et tous les villages, la vieille ordonnance de 1716. « Comme ces gens, monsieur, qui s'assemblent au préjudice des défenses portées par les déclarations du roi, se laissent séduire de la fausse idée que n'ont point

(1) Archives nationales O¹368 [mai 1713]

(2) Archives nationales O¹399 [1720]

été renouvelées, ils peuvent se dispenser d'y obéir, je vous adresse, par ordre de S. A. R. une ordonnance qui, sans rien prescrire de nouveau, déclare nettement l'intention de sa majesté sur l'entière observation des anciennes déclarations. Vous aurez agréable de la faire publier, afficher et exécuter, de concert avec M. le comte de Chaulmelle, auquel j'en envoie autant pour en user de concert avec vous. M^r le duc d'Orléans qui ne fait aujourd'hui que ce qu'il fit il y a quelques temps, en pareille occasion pour la Guyenne et le Languedoc s'en promet et de votre attention, le même succès.» (1) Cette publication et les arrestations qui suivirent, produisirent un effet considérable. Les religionnaires épouvantés, abandonnaient leurs maisons et prenaient la fuite. Il fallut les rassurer : « S. A. R. m'a ordonné de vous faire savoir que son intention est que vous disiez et fassiez dire aux principaux d'entr'eux que le roi leur pardonne à condition de tenir à l'avenir une conduite plus régulière, et qu'ils peuvent librement et sûrement se rendre à leurs maisons et à leurs affaires ; et pour leur en ôter tout lieu d'en douter, que vous fassiez mettre en liberté ceux qui ont été arrêtés. » (2) Mais à peine revenus de leur frayeur, ils reprirent la route du désert. En vain Maurepas écrivait-il de Paris : « S. A. R. a paru très satisfaite de votre attention aux démarches qu'on a faites pour déconcerter les assemblées,

(1) Archives nationales O¹368 [mai 1719]

(2) Archives nationales O¹369 [1720]

Il y a lieu de croire qu'elles cesseront par la manière sérieuse dont ces malheureux voient qu'on s'y prend. » (1) Aucune menace ne put les arrêter, Les prédicants ne cessaient de convoquer les assemblées et les religionnaires de s'y rendre, quelles que fussent les peines dont la cour les frappât. En août 1722 Court écrivait à Saurin pour le prier d'envoyer des prédicateurs en France : « Il y a une abondante moisson à faire ; les campagnes sont blanchies. La Normandie, le Poitou, le pays d'Aunis, la Saintongé, le Béarn, le Languedoc, le Dauphiné, n'attendent que des ouvriers armés de leurs faucilles. » (2) Mais celui-ci fit une réponse évasive sans rien promettre. Les églises de France étaient depuis longtemps oubliées.

Jusqu'en 1722 aucun pasteur n'avait encore pénétré dans la province du Poitou. Depuis la Révocation le ministère évangélique, par suite de l'exil des pasteurs, avait été laissé à qui l'avait voulu prendre. A cette époque un jeune homme étranger parut. C'était Chapel. Ce fut le premier pasteur qui vint essayer de reconstituer les églises du Poitou. Originaire du midi, il fut un des premiers élèves et collaborateurs de Cortez et d'Antoine Court. Parti des Cévennes, où il avait assisté aux premières tentatives de restauration du protestantisme, poussé par un zèle ardent, il vint tenter la même œuvre dans le Poitou qui avait un si brillant passé. A ce moment les prisons

(1) Archives nationales O¹,369 [1720]

[2] *Minutes des lettres d'Antoine Court*, t. z. p. 415.

de Niort regorgeaient de prisonniers. Chapel fit une rapide tournée. Il constata avec joie que cette province si éprouvée renfermait encore un nombre plus grand de protestants qu'il n'aurait pu le croire. Il rencontra des paroisses entières où il n'y avait de catholiques que le curé et son sacristain. « Il faudrait, dit-il, dans une lettre à Court, une charrette pour porter à Paris le seul dénombrement des protestants du Haut-Poitou. » Il convoqua plusieurs assemblées qui reunirent jusqu'à cinq et six mille personnes. Ces religieux étaient remplis d'ardeur ; ils avaient un vif désir de s'avancer dans la piété et commençaient à faire des « sociétés religieuses, le saint jour du repos. » Ils savaient le catéchisme mais ils n'avaient pas de livre. Chapel distribua près de neuf cents catéchismes de Drelincourt. De tous les côtés on le pria de rester, mais il refusa et partit se dirigeant vers le Comté de Foix. Il revint dans cette province quelques années plus tard. Nous donnons ici une complainte ; chanson de M. Chapelle, découverte et publiée par M. le pasteur Th. Maillard dans le bulletin évangélique de l'Ouest du 2 mars 1889.

CHANSON DE MONSIEUR CHAPELLE

1

Dieu m'a mis un cœur
Tout cuit de chaleur :
Si je veux ainsi,
O Dieu que j'adore,
Te louer encore,
C'est pour te servir,

2

Vous tous le savez.
Dieu qui m'a tiré
De tous ces méchants
Qui avaient l'envie
De m'ôter la vie
Comme à un méchant,

3

Cette voix de Dieu
Qui venait des cieux.
Qui a converti
L'un de ses apôtres
Lui donnant parole
De son saint-esprit ;

4

Lui qui de tous temps
Était un méchant
Qui trainait enfin
Les hommes, les femmes
Et faisait carnage
Pour plaire aux Romains ;

5

Aussi Dieu m'a fait
Par le même effet.
Quand il m'a donné
De l'intelligence
Et la connaissance
De ses faits sacrés.

6

Je m'en vais servir
A Dieu, à son Christ ;
Je m'en vais enfin
Avec tous ces gens
Qui bien et souvent
Reçoivent ses biens.

7

Tous doutes et peur
Fuyez de mon cœur :
Grands sont mes forfaits,
Mais la bonté sûre
De mon Dieu, m'assure
Qu'il a fait ma paix.

8

Adieu France, adieu
Qui êtes le lieu
Qui premièrement
Au monde me vîtes
Et premier ouïtes
Mon gémissement.

9

O mon pays doux
Je vais loin de vous
Vivre et volontiers
Puisque en toi, o France
Font leur demeure
Tous les meurtriers.

10

Adieu favoris
Adieu mes amis
Qui tant de plaisirs
Que dans la jeunesse
J'avais eus sans cesse
Je vous laisse aussi

11

Adieu région
Adieu mon canton
Que l'on peut nommer
Nation précieuse
Toujours désireuse
Soit de Dieu chercher

12

Adieu cœurs unis
Des pauvres bannis,
Qui seuls en ce temps
Malgré toute envie
Passez cette vie
Heureux et contents.

12

Adieu bon berger
Qui prompt et léger
Veille nuit et jour :
Que Dieu vous bénisse
Pendant cette vie
Demeurez toujours.

14

Mes pauvres enfants
Vous êtes errants
Dedans les déserts
Et, sans nourriture
De la vraie pature
De tous ces bergers.

15

Je vous baise tous
D'un baiser bien doux.
Mais je reviendrai
Visiter mes frères
Dans la terre amère
Ou bien je mourrai.

16

Seigneur Dieu, Très-Haut
Couvre ton troupeau
De ta forte main,
Déploie ton ire
Recouvre l'empire
Du grand loup romain.

17

Je te prie, ô Dieu,
Regarde les cieux
De tes yeux bien doux :
Vois la pauvre église
En quel état mise
Au milieu des loups.

18

Fortifions-nous
Contre tous ces loups,
Car il est certain
Que Dieu vous fera
Entrer dans sa gloire
Avec tous les saints.

19

Je vous dis adieu,
Frères au Seigneur,
Priant qu'il vous donne
De bien et souvent
Lire sa parole
De bon mouvement.

20

Voilà mes amis
Ce que j'ai écrit
En votre faveur,
Car comme vous êtes
Forts, faites paraître
Hommes de grand cœur.

21

Dieu vous bénira
Et vous donnera
Si vous désirez
Encore davantage
De mémoire et d'âge
Son saint nom louez !

CHAPITRE II

1724 — 1744

Les protestants avaient fondé quelques espérances sur la régence du duc d'Orléans ; ils croyaient qu'une ère de liberté et de calme allait s'ouvrir, mais ils furent cruellement déçus par l'édit de 1724, qui, non seulement ratifiait tous les arrêts et les ordonnances déjà édictées, mais portait encore des mesures plus rigoureuses. De nouveau la persécution recommença, de nouveau aussi la fuite au désert et l'émigration recommencèrent. Et l'abbé Gould écrivait à l'intendant le 28 juillet : « C'est une chose étonnante et le procédé le plus hardi dont on puisse être capable que de faire des assemblées et de vendre des meubles et autres effets pour passer en Angleterre et en Hollande, depuis la déclaration du roi. » (1)

(1) Lièvre, *Hist. des protestants et des églises du Poitou*, t. II, page 287,

Cette déclaration du roi ne produisit donc pas l'effet qu'on pouvait en attendre ; et les assemblées se continuèrent aussi nombreuses que jamais.

En 1729 Chebrou apprend qu'un ministre étranger avait prêché à Loubigné. C'était Chapel de retour depuis le milieu de l'année 1728. Le souvenir de son premier passage était loin d'être effacé. Partout où il se présenta, il trouva des cœurs bien préparés. Il tint des assemblées aux environs de Melle, à La Mothe, Pamproux. St-Sauvant, Lusignan. Mais à peine sa présence est-elle signalée qu'il devint l'objet des plus actives recherches. Ordre de l'arrêter est donné par l'intendant. Par deux fois Chebrou est sur le point de se saisir de lui. Dans une assemblée qu'il tint à Baisse, paroisse d'Avon le 6 mai 1729, Chebrou averti accourt avec ses dragons, mais ils arrivent trop tard ; on y arrête cependant les nommés Goupart et Railly, « dans l'espoir que ces deux particuliers pourront donner des éclaircissements sur la quantité et la qualité des personnes qui se sont trouvées aux assemblées, et découvrir le lieu de la retraite de Chapel. » (2) La cour avait soin de recommander aux intendants de faire exécuter ces ordres le plus secrètement possible et avec le moins d'éclat, tout en leur ordonnant d'apporter le plus grand soin pour empêcher le progrès de ces mouvements.

Une autre fois Chapel échappa encore grâce

(2) Archives nationales, O¹376 [20 mars 1729].

au commandant des dragons de Melle qui refusa d'envoyer un seul de ses soldats pour accomplir une aussi sinistre besogne. Et cependant les ordres arrivaient toujours de rechercher Chapel et « s'il ne peut être surpris, d'emprisonner ceux qui ont fait les fonctions de lecteurs dans ces assemblées. Cela intimidera les autres. » (1) En décembre 1729, une autre lettre arrivait à l'intendant: « Quoique vous n'ayez pu parvenir à faire arrêter le prédicant Chapel, la recherche qu'on en a faite produira un bon effet et intimidera les religionnaires qui favorisent les assemblées qui sont devenues depuis quelque temps plus fréquentes, mais qui seront bientôt interrompues par l'arrivée des troupes qui hiverneront dans la province. » (2)

Dans la paroisse de St-Pierre de Melle, un certain Jean de la Croix enseignait publiquement aux jeunes gens de la R. P. R. M. de Bausseau écrivit à l'intendant « de le faire mettre en prison où il est à propos de le laisser jusqu'à ce qu'on puisse compter qu'il ne reprendra pas une conduite si pernicieuse. » (3) A St-Maixent les capucins demandent la permission de vendre l'emplacement du temple des gens de la R. P. R. avec leur cimetière que le feu roi leur avait accordé en 1685 ; afin de pouvoir se loger plus commodément. Ils exposent que les temps difficiles et

(1) Archives nationales O¹,376 [26 mai 1729]

(2) Archives nat. O¹,376 [14 décembre 1729]

(3) Archives nat. O¹,376 [21 juillet 1729]

l'extrême pauvreté où ils sont réduits les ont empêché d'y faire construire un couvent, et que cet emplacement devient inutile. Celui où ils sont a été brûlé trois fois par des hérétiques et malgré les emprunts qu'ils ont fait, joints aux charités de la ville et de plusieurs particuliers, ils n'ont pu parvenir à le rétablir en entier. Ils pourraient tirer quelques secours de cette vente si sa majesté leur accordait cette permission. » (1)

A St-Maixent, Melle, St-Sauvant et Lusignan, il se tenait toujours de fréquentes assemblées. Le curé de Villefagnan se plaignait également qu'il se faisait de fréquentes assemblées dans sa paroisse et que les habitants refusaient d'envoyer leurs enfants au catéchisme, de crainte qu'on les obligeât de se confesser et de faire leur première communion. Ce curé a écrit très souvent au Cardinal de Fleury et à Maurepas. Celui-ci ne croyait pas que le désordre fut si grand puisque l'évêque de Poitiers n'en disait rien ; et c'est ce qui l'a empêché de faire attention aux lettres de ce curé. Maurepas écrivit cependant à l'intendant : « Prière de se rendre compte de ce qui se passe afin d'arrêter le cours des abus, si abus il y a. » (2)

C'est surtout les prédicants qu'on poursuivait. Les lettres que recevaient les intendants de la cour contenaient uniquement des ordres pour arrêter les prédicants. Aussi Maurepas écrivait à l'intendant au mois d'avril 1730 : « Sa majesté m'a

(1) Archives nationales, O³76 [30 août 1729].

(2) Archives nationales, TT. 325 [janvier 1730].

ordonné d'expédier l'arrêt et lettres patentes ci-jointes pour vous autoriser à continuer et juger définitivement les procès commencés en vertu des arrêts des 13 août, 14 et 15 février 1719 par M^r de la Tour aux prédicants religieux, comme aussi pour faire informer des nouvelles contraventions faites par le nommé Louis Bonneau, prédicant, que vous avez fait arrêter et contre les autres prédicants leurs complices. » (1)

En décembre 1732 Maurepas écrivait encore : « Les mesures que vous prenez pour faire cesser avec le moins d'éclat les assemblées, sont très sages et le plus sûr moyen serait de tâcher pour y réussir à faire arrêter les prédicants. » (2)

Chapel qui était alors le prédicant le plus en vue et surtout le plus poursuivi, avait pu jusqu'en 1731 déjouer toutes les mesures prises contre lui : A ce moment il passa en Saintonge où il fut moins heureux. Un sieur Chapeau, notaire et procureur de la ville de Saintes dénonça sa retraite. Il fut arrêté à Pons et condamné aux galères à perpétuité. Aussi en 1730 la persécution ne se ralentissait pas ; au contraire, l'avenir paraissait plus sombre encore. La cour eut volontiers suspendu l'effet de toutes ses ordonnances, mais le clergé était impitoyable. Le 24 décembre 1729, Dégenne, curé de Villefagnan écrivait à Maurepas : « J'ai pris la liberté, dès le 29 du passé, de mettre sous vos yeux, l'indépendance de ce peuple hérétique et rebel-

(1) Archives nationales TT. 325.

(2) *ibid.*

le. J'ai recours, sans aucun retardement à Votre Eminence, pour la supplier d'envoyer de nouveaux ordres au juge subalterne du lieu ou royaume qui sont du Poitou, d'Angoumois, pour contraindre les religionnaires d'envoyer sous de grosses peines et de conduire, au son de la cloche, leurs enfants à l'église. » (1)

La cour, en quelque sorte forcée d'agir, envoya de nouveau des troupes. Le 21 décembre 1732 Maurepas envoyait les ordres du roi : « Sa majesté sent parfaitement la nécessité de leur en imposer en faisant marcher des détachements de troupes qui sont dans la province sur les avis que vous pourrez avoir des jours indiqués pour ces assemblées et des lieux où elles pourront se tenir. (2) » Chapel, on l'a vu, était un des prédicants les plus célèbres du Poitou ; il avait été arrêté ; sa place était à prendre. Ce fut Viala qui lui succéda ; à peine arrivé dans le Poitou ; il écrivit à Court : (3) « Je n'aurais jamais cru que les réformés fussent en si grand nombre surtout dans les campagnes du Haut-Poitou. Il est des paroisses où il n'y a de catholiques romains que le curé et son sacristain. Je n'en ai pas fait le juste calcul, mais autant que je puis juger par ce que j'ai vu depuis Couhé jusqu'à Niort (c'est une distance de dix lieues de long sur quatre ou cinq de large) il n'y a pas un huitième de catholiques romains. Les

(1) Archives nationales TT. 325.

(2) *ibid.*

(3) *Lettres adressées à Antoine Court*, tome XI, p. 415

gens y sont assez fermes, surtout en Bas-Poitou, plusieurs assez bien instruits, bien au fait de notre commerce et réglés dans leurs familles ; les autres sont ignorants et d'une conduite peu régulière, faute de conducteurs. Il y a des gens riches parmi eux, chacun y vit du travail de ses mains ; plusieurs y sont réduits à la mendicité ; ou je me trompe, ou il n'est pas de province en France plus pauvre que celle-là.»

CHAPITRE III

1744 — 1787

L'année 1744 est une date importante dans l'histoire du protestantisme. Le Cardinal de Fleury était mort, le roi occupé par les guerres que lui avait laissées Fleury oublia les protestants.

Ceux-ci s'affirment et se montrent ; les assemblées deviennent plus fréquentes, et attiraient un grand nombre de religionnaires. Riches, paysans, gentilshommes, tous se faisaient remarquer par le zèle. Aucune crainte du reste d'être inquiétés. Dans les paroisses de Pouzauges, de Camailhé, de Mouilleron, de Moncoutant, les réunions se font en plein jour. Les curés disent que les religionnaires s'assemblent avec la permission du roi.

A la fin de l'année cependant, les intendants harcelés par les prêtres, se décident à faire acte d'autorité. « C'était nécessaire pour dissuader les peuples de l'idée de tolérance que les ministres avaient inspirée. (Lettre à M. Le Nain) (1). Aussi l'année 1745 s'ouvrit-elle sous des couleurs très-sombres. Les persécutions recommencèrent avec plus de rage. C'est à ce moment qu'on pourrait placer une complainte découverte par M. le pasteur Maillard et publiée par lui dans le bulletin évangélique de l'Ouest du 5 janvier 1789 : Voici cette complainte :

COMPLAINTE DES PAUVRES FIDÈLES
DANS L'AFFLICTION

1

Quelle est donc cette voix et ces pleurs lamentables ?
C'est un gémissement, c'est le temps déplorable
Où je vois dans ces lieux le troupeau ravagé,
Environné de loups n'ayant plus de bergers.

2

O triste changement de la gloire première,
Cette profonde nuit succède à la lumière !
..... O désolé troupeau,
Je pleure et je gémis et prends part à tes maux.

3

Veux-tu savoir ami la profonde tristesse,
Dont mon âme est saisie, d'une grande détresse ?
Montons jusqu'au St-Lieu, là je t'y ferai voir
Le vif ressentiment que nous devons avoir.

4

La douleur de voir la navrure insensible
Ne se peut exprimer, il en est impossible ;

(1) Archives nationales, TT. 336.

Les sages médecins de son adversité
Le Baume de Galad, ils ne l'ont pu trouver.

5

On nous cherche partout, on nous tend des embûches,
On nous tend des filets, afin que l'on trébuche
Dans l'abîme profond, au piège de l'erreur
Nous détournant enfin de la voie du Seigneur.

6

Vois-tu dans ce saint lieu la maison désolée.
La maison du Dieu fort, foncièrement ruinée.
La maison de prière, la maison d'oraison,
Cette maison de joie et de consolation !

7

Cette sainte maison si remplie de richesses,
Où, autrefois à souhait et à grande largesse,
L'âme qui avait faim venait pour y chercher
La céleste pâture pour la rassasier.

8

Les pauvres y venaient dedans leur indigence :
.....
Dès ce qu'ils en sortaient, content dans leur esprit,
Que pas un n'y trouvait ni chagrin ni ennui.

9

Les vieillards accablés de quantité d'années
Montaient au temple saint, à l'heure destinée
Et des bras de la foi embrassaient leur Sauveur,
Et, en s'en retournant, admiraient leur bonheur.

10

La jeunesse y venait, à grande réjouissance
Pour apprendre de Dieu les saintes ordonnances
Pour graver dans leur cœur cette voix pour toujours
Et pour devenir sages aux plus beaux de leurs jours.

11

Enfin on venait dans nos saintes assemblées :
Nos âmes s'y trouvaient abondamment comblées ;
Des biens de sa maison, vivant spirituellement
De la sainte parole prêchée fidèlement.

12

Mais ce n'est maintenant qu'un objet de tristesse ;
Le chant de réjouissance est changé en détresse
Et ces jours bienheureux qui nous ont rassemblés
Sont éloignés de nous, nous en sommes privés.

13

Le troupeau égaré, dans son affliction dure
Va cherchant ça et là la céleste pature.
Et dessous la houlette de quelque autre berger,
Va regrettant le sien d'un regret très-aimé.

14

O fidèles bergers votre chère présence
Ne nous est-elle pas un trésor d'importance !
Demeurez avec nous et ne nous quittez point :
Nous nous affligerons si vous vous tenez loin.

15

Vous voyant seulement promener par les rues
C'est une réjouissance que doit voir notre vue :
Vos regards de pitié dans notre affliction
Sont des enseignements de consolation.

16

Nous avons du grand Dieu attiré la colère
Notre énorme péché nous cause nos misères
A toi, c'est la justice ; à nous consolation :
Nous t'avons offensé, o Dieu, nous le savons.

17

.....
..... nous méritions,
Grand Dieu la damnation et la mort :
Tu es le Rédempteur et notre seul support.

18

Tu as versé sur nous la dernière fiole,
Nous privant du flambeau de sa sainte parole,
Et du milieu de nous ton sacré chandelier
Tu l'ôtes, en ton corroux, afin de nous châtier.

19

La grande indifférence des sacrements augustes
Le mépris volontaire de la Sainte Ecriture

Nous ne l'avons prisé, ce trésor précieux,
Comme il l'a mérité, ce riche don des cieux.

20

Pendant que la douleur nous nourrit jusqu'à l'âme
Nous voyons l'ennemi Seigneur qui te diffame
Vomissant des blasphèmes contre la vérité ;
Son orgueil monte au ciel dedans son impiété.

21

Hélas Seigneur Jésus, pendant que la nacelle
Est environnée de flots qui, conspirent contre elle,
Les vagues de la mer écument à l'engloutir,
Réveille-toi Seigneur, et viens la secourir.

22

L'âme ! t'importe-t-il qu'elle soit submergée
Par les fiers ennemis de cette race effrontée ?
Dors-tu profondément au milieu du vaisseau ?
Réveille toi-Seigneur dissipe tous nos maux.

23

Ton église, Seigneur, pendant cette tourmente,
Elle crie vers toi qui es son Espérance ;
Veuille la regarder en tes compassions,
Lui accorder toujours bonne résolution.

24

Vois-tu, Seigneur, ton troupeau sans regret
Qui est parmi les loups en un très grand danger ?
Veuille le rassembler en ta sainte maison
Pour te glorifier donne lui ton saint nom.

25

Sainte maison enfin dont les âmes légères
Vont chercher la pâture aux terres étrangères.
En traversant la mer, laissant de toutes parts
Les temples démolis et les troupeaux épars.

Aussi cette chanson huguenote, après avoir
rappelé les heureux jours écoulés, nous peint
sous les couleurs les plus sombres, moins som-

bres peut-être encore que la réalité, la douloureuse situation présente de l'Eglise : Pasteurs proscrits et poursuivis avec ardeur, et les assemblées interdites.

On avait établi les troupes à Niort, St-Maixent et dans tous les villages importants pour surveiller les assemblées ; elles eurent lieu cependant. On se réunissait la nuit ; plus de 2,000 personnes parfois assistaient à la réunion. Au mois d'avril 1751 Rouillé écrivait à l'intendant de Blossac : « Les assemblées devenues plus fréquentes que jamais sont devenues d'un très grand scandale pour la religion en même temps qu'elles troublent la police générale du royaume et blessent directement les lois que l'Etat n'a cessé de faire depuis la Révocation de l'Edit de Nantes ; tout concourt par conséquent à ce qu'on en interrompé le cours. » (1)

Blossac ne resta pas inactif ; il poursuivit les religionnaires et fit mettre les plus ardents en prison. Rouillé lui écrivit une lettre de félicitation en l'engageant surtout à guetter les prédicants ; il lui envoie en même temps des fonds pour les dépenses des soldats et des cavaliers de la maréchaussée qui ont fait les courses et les captures. Cela n'empêchait pas les assemblées d'avoir lieu, et même les religionnaires prenaient assez peu de précautions pour se réunir. Rouillé ne cesse d'écrire à de Blossac pour l'engager à s'emparer des prédicants et surtout de Pradon et de Bessé qui

(1) Archives nationales TT. 325.

étaient célèbres alors. Leur capture ferait un sensible plaisir à la cour. Et même on proposait une récompense à ceux qui pourraient s'emparer de ces deux prédicants. A ce moment c'est-à-dire en 1751 on ne voulait plus user de ménagements. Il fallait ou bien s'emparer des principaux assistants, ou bien publier des ordonnances pour défendre les assemblées, ou bien alors employer la force. Mais ni les ordonnances, ni la force ne pouvaient les empêcher.

Après la tempête revint le calme. Pendant quelques années, les intendants, fatigués sans doute de poursuivre en vain les religionnaires, n'envoyent plus de plaintes à la cour, au point que Rouillé envoya une lettre au mois de juillet 1753 : « Le silence dans lequel je vois que vous êtes resté depuis quelque temps sur ce qui regarde les religionnaires, me fait présumer qu'il n'est rien survenu de nouveau de leur part, je vous prie, de m'informer exactement et dans le plus grand détail de la manière dont les religionnaires se conduisent. » (1) Bien que la cour, excitée par le clergé qui ne lui laissait aucun repos, fût toujours acharnée contre le protestantisme, la persécution cependant était moindre. Elle pouvait bien s'abattre sur une partie de province mais non sur une province entière ni sur toutes les provinces. En 1760 nous voyons la tranquillité régner en Poitou. Cette tranquillité régna pendant quelques années. En 1764 cependant elle est de nouveau interrompue.

(1) Archives nationales, T T , 325.

Il y a des vexations et des persécutions à St-Maixent. On ne veut laisser aucune liberté aux poitevins ; défense leur est faite de faire tout culte particulier et privé. Cette même année néanmoins Gibelin écrivait à Dezerit : « J'apprends avec la plus vive satisfaction que tout va au mieux dans vos contrées. » Et au mois de novembre 1764 tous les dragons étaient retirés de chez les protestants et aucune menace n'était exécutée. Les ordres de la cour variaient d'année en année ; un jour elle ordonnait des mesures sévères et un autre jour elle envoyait des ordres contraires. Les protestants seuls ne changeaient pas ; et la résignation seule se lisait sur leur visage et se montrait dans leurs actes.

Dans cette année de 1764 les religionnaires construisirent un temple à St-Maixent ; ordre fut aussitôt donné de le détruire. On en construisit un second dans un village à une lieue et demie de St-Maixent. M. de Cuvergnac leur donna les matériaux d'un vieux château qui lui appartenait. « Le Consistoire et les fidèles de l'Eglise de Regné, écrivait Dezerit à Rabaut au mois de septembre, ont commencé le 1^{er} de ce mois à charroyer des pierres pour faire bâtir un temple ; et les maçons ont posé le fondement deux jours après ; on a espoir qu'il sera fini avant l'entrée de l'hiver. Il aura 115 pieds de long, 40 de large et 12 de haut, une fenêtre à chaque bout, 6 croisées de chaque côté et 18 pillers en deux rangs qui seront

faits en pierre de taille. Que Dieu bénisse l'ouvrage. » Mais il en fut de celui-ci comme du premier. Les troupes furent envoyées pour le détruire avec ordre de saisir et vendre, les bancs, meubles et effets trouvés dans ces temples. En 1765 depuis le commencement de janvier il se tenait toutes les semaines des assemblées assez nombreuses particulièrement aux environs de Pomerat, de la Barre de Bocquière, dans les bois de Celles, aux environs de l'Orberie, Fouquerré et le Parterre ; ces deux derniers lieux se trouvent dans la forêt de l'Hermitain entre les communes de Souvigné et La Mothe-St-Héraye, endroits solitaires et écartés où les huguenots se rendaient en grand nombre. Une chanson également découverte par M. Maillard et publiée dans le bulletin évangélique de l'Ouest du 3 novembre 1888, nous fait assister à une de ces réunions. C'est une chanson spirituelle, en quelque sorte un cantique. Nous la reproduisons également, comme les autres déjà citées : «

LA COMPLAINTÉ DE FOUQUERRÉ

1

Grand Dieu. je me dispose à vouloir composer
Une chanson nouvelle, viens pour me la dicter.
Viens enflammer mon âme de tes divins propos,
Viens essuyer nos larmes et finir nos travaux.

2

C'est donc à Fouquerré que nous sommes assemblés
Pour t'offrir nos prières, o Dieu de vérité
Seigneur, par ta clémence, pardonne à tes enfants,
Et nos péchés efface, o Seigneur tout puissant.

3

Allons, chrétiens fidèles, venez. approchez-vous,
Ecoutez la parole de ce Sauveur si doux,
Qui a donné sa vie pour nous pauvres pécheurs :
Soyez remplis d'envie pour lui donner vos cœurs !

4

Faisons retentir, fidèles, dedans le sacré lieu
Les divines merveilles du Seigneur notre Dieu,
De Jésus, roi de gloire ; il a vaincu pourtant
Nos ennemis : Victoire ! Ils sont en mouvement.

5

Faites place, fidèles, à votre cher pasteur.
Qu'il monte dans sa chaire pour prêcher du Sauveur
L'humilité profonde. Ce Jésus très-soumis,
Pour nous donner la vie, a bien voulu mourir.

6

Le pasteur dans la chaire a dit à ceux présents :
Qu'on fasse la lecture des dix commandements,
Et qu'on la fasse entendre aux grands et aux petits,
Qu'ils la mettent en pratique et qu'ils lui soient soumis.

7

Garde cette assemblée si nombreuse aujourd'hui,
Ecoute nos prières, sois notre ferme appui ;
Viens embrasser mon zèle pour la prêcher, Seigneur,
Ta parole éternelle. Viens embraser mon cœur.

La cour avait eu connaissance de ces assemblées, et St-Florentin écrivit à l'intendant : « Je vous prie de vous informer si ces assemblées continuent, si elles sont nombreuses et s'il y a des personnes de marque qui y assistent. Comme on a été obligé de retirer les troupes du Poitou, il est nécessaire d'être encore plus attentif aux mouvements des religionnaires qui pourraient devenir plus entreprenants qu'on serait moins en état de les contenir que lorsqu'il y avait des troupes a

portée d'empêcher ou du moins de dissiper ces assemblées. (1) » L'intendant répondit en disant ; Je vous prie de vous ressouvenir que je vous ai dit que les religionnaires continuaient toujours leurs assemblées. »

Ces assemblées n'étaient pas de nature à disposer la cour en faveur de religionnaires ; aussi cette province n'était guère tranquille et tandis que les provinces du midi jouissaient d'un calme relatif, la persécution se continuait dans le Poitou. En juillet 1767 Rabaut écrivait à Dezerit : « Je voudrais bien que vous fussiez aussi tranquilles que nous. Il paraît que l'esprit de tolérance se répand de plus en plus, et je suis fort surpris que dans votre province on ne s'en soit pas ressenti. Quelque ennemi vous aura desservi auprès du gouvernement. A Paris on est fort aigri contre votre province. Cette aigreur se montrait assez souvent et dans cette même année 1767 à Villefagnan on détruisit un temple qu'on avait accommodé et où on s'assemblait paisiblement et comme dans un temps de liberté. Mais sous les imputations et les sollicitations des ecclésiastiques ce lieu fut découvert et devint impraticable. Cela se fit sans troubles ; mais on fut obligé de s'assembler de nouveau en plein air dans un bois. Et malgré les menaces et les avertissements le nombre des assistants fut de 2, 3 et 4.000 et même plus quelquefois. Les ministres prêchaient la persévérance et on les écoutait. C'est à eux qu'on en voulait

(1) Archives nat. T T, 325.

principalement, aussi agissaient-ils avec plus de circonspection et ne restaient plus sur le lieu de l'assemblée après l'action. L'envie parlait, mais le calme semblait cependant se rétablir et on ne voyait aucun mouvement qui montra qu'on voulut continuer à les poursuivre. Ainsi plus on avançait et plus la persécution, bien qu'existant encore, semblait se relacher. On prenait des mesures plus clémentes. La cour ne voulait point fermer les yeux, mais elle avait soin de recommander aux intendants d'agir avec le moins d'éclat possible. Le clergé seul restait toujours tenace et envoyait des plaintes continuelles. En 1775 le curé de Coulot se plaignait qu'un nommé Soulève, son paroissien avait démoli les murs d'une sacristie qu'il avait fait construire et s'opposait par la violence à tout ce qui peut être utile à la communauté. En 1777 le curé de Mouchamp portait plainte contre le sieur Gaspard prédicant et contre le nommé Foulet qui a prêté sa maison pour y tenir des assemblées religieuses. Au sujet de ces plaintes l'intendant répond à Ancelot qu'on peut sans danger exiler l'un et emprisonner l'autre. Mais « il faut prendre garde de causer en les punissant une fermentation trop forte et qu'il serait ensuite difficile d'apaiser. Il est nécessaire de connaître les dispositions des R. P. R. et de s'assurer de l'effet que produirait sur eux la détention de Gaspard et de Foulet. S'il devait en résulter des suites trop dangereuses, il serait prudent

de se borner à expulser sans bruit le nommé Gaspard. En ce cas il ne saurait être question d'infliger aucune peine à Foulet ; il faudrait se borner à l'intimider par des menaces. »

En 1780 quelques curés se plaignent que les religionnaires ont abattu des croix.

Cette même année le curé de Vauçais envoya aussi des plaintes sur la conduite des religionnaires de son canton.

Il se félicite en même temps de ce que leur nombre diminue. Ancelot écrivit à l'intendant de Blossac pour vérifier l'exposé de cet ecclésiastique et de voir si les religionnaires se sont réellement permis quelque innovation publique et capable d'exciter quelque fermentation. L'intendant répondit à cette lettre : « Les religionnaires ne sont ni plus remuants ni plus inquiétants dans cette paroisse que dans aucune de celle de la province. Ils remplissent tous les devoirs de la religion qu'ils professent et se comportent tous avec la plus grande tranquillité. Du reste le nombre diminue et il y a lieu d'espérer que si les curés au lieu de les tracasser comme fait celui de Vauçais cherchaient à les ramener par les voix de la douceur et de la persuasion, ils diminueraient encore considérablement. Quoiqu'il en soit, ni à Vauçais ni ailleurs, ils ne se sont pas permis d'innovation ni publique, ni capable d'exciter de fermentation.(1) »

A part ces tracasseries des curés, les protestants étaient très tranquilles en 1780 ; et en 1785 Robi-

(1) Archives nationales, T T , 325.

naud dit Bazel, écrivait à Rabaut : « On ne pourrait rien ajouter à notre tranquillité si un substitut du procureur du roi ne tracassait pas un jeune homme qui enseigne à lire et à écrire. On croit néanmoins que ce ne sera que des menaces parce que le procureur plus tolérant que son substitut m'a promis qu'en cas qu'il lui vint des ordres pour empêcher ce jeune homme d'enseigner, il nous ferait avertir secrètement pour le faire évader, qu'en attendant il pourrait tenir sa classe en observant beaucoup de modération et de retenue. »

Nous approchons de 1787, la liberté allait enfin éclore pour ces pauvres églises opprimées. La rage du clergé, les ordonnances de la cour n'avaient pu avoir raison de la fidélité des protestants dans leurs croyances. Evidemment dans cette province du Poitou les circonstances, les topographies locales, les routes encaissées, les bois, les forêts, permettaient à la population des campagnes d'échapper à la persécution plus aisément que dans les villes et c'est à ces circonstances qu'il faut attribuer la persévérance des vastes églises rurales qui ont presque totalement disparu dans certaines provinces. Cette histoire peut se résumer en deux mots : Activité des pasteurs ; fidélité des protestants qui bravent la persécution pour se porter en foule aux assemblées ; et liberté religieuse conquise par la persévérance des fidèles.

— SECONDE PARTIE —

Intolérance et Discipline

CHAPITRE I

— INTOLÉRANCE —

Au lendemain de la Révocation les Eglises privées de leurs pasteurs se trouvaient complètement désorganisées et à la merci de leurs persécuteurs. Tous les temples étaient détruits et le culte réformé formellement interdit dans toutes ses manifestations extérieures. Poursuivis sans relâche par les arrêts et par les ordonnances de la cour, traqués par les dragons comme des bêtes fauves, espionnés par les prêtres, qu'allaient devenir les protestants ? Beaucoup retournèrent au catholicisme, les autres résistèrent. Il n'y avait du reste que ces deux issues : renier sa foi ou résister.

Les opiniâtres étaient renfermés dans les prisons, dans les châteaux forts, dans les couvents où ils avaient à subir de nouvelles persécutions ou bien

ils erraient de lieu en lieu, cherchant à sortir du royaume. S'ils réussissaient c'étaient les douleurs de l'exil et les dures épreuves de la misère à l'étranger ; s'ils échouaient c'était pour les femmes la détention perpétuelle dans les prisons ou les couvents ; pour les hommes le supplice cruel des galères ; pour tous, en outre, la confiscation des biens. Quant aux nouveaux convertis, ainsi qu'on les appelait depuis qu'on leur avait arraché une abjuration, ils semblaient sinon résignés à leur sort, du moins incapables de retrouver l'énergie nécessaire pour revenir sur le fait accompli.

Mais les Huguenots avaient horreur du culte catholique qu'on voulait les contraindre à pratiquer ; ils restaient attachés à la foi qu'on les avait obligés de renier des lèvres et ils reprenaient peu à peu en secret l'exercice du culte proscrit.

Dans le Poitou, où les Huguenots étaient nombreux et ardents, ils ne se résignèrent pas à se borner au culte domestique et se mirent à faire des assemblées qui devinrent peu à peu de plus en plus nombreuses. Ces assemblées se tenaient parfois dans une maison isolée, mais le plus souvent dans les bois ou les cavernes, et à défaut de ministre, un homme, un adolescent, une femme faisait une lecture et haranguait les fidèles. Quand le roi et le clergé apprirent la reprise du culte qu'ils croyaient avoir anéanti, ils furent pris d'une colère frénétique et firent publier un édit qui, « aurait fait honte à des cannibales ». Peine de mort contre les ministres rentrés en France,

contre les prédicants contre tous ceux qui seraient surpris dans une assemblée ; les galères perpétuelles pour quiconque prêterait secours ou donnerait asile à un de ces ministres dont la tête était mise à prix. « Jamais instructions ne furent mieux observées, dit Elie Benoît ; on ne manquait pas de se rendre aux lieux où on était averti qu'il se faisait des assemblées et quand on pouvait les surprendre, on ne manquait pas de tirer dessus ; quoique le plus souvent on les trouvât à genoux, attendant le coup sans fuir et n'ayant ni le moyen, ni l'intention de se défendre. Il y en avait toujours quelque nombre de tués et un plus grand nombre encore de blessés, dont plusieurs allaient mourir dans quelque haie ou quelque caverne. Les soldats battaient, volaient, violaient impunément dans ces occasions . On a vu des femmes assommées de coups sur la tête, d'autres à qui on avait coupé le visage à coups de sabre, d'autres à qui l'on avait coupé les doigts pour leur arracher les bagues qu'elles y portaient, d'autres à qui on avait fait sortir les entrailles.... »

C'est surtout après 1715, que la célébration du culte proscrit reprit avec suite et régularité, bien que l'on ne sût jamais si la prière commencée dans la réunion tenue sous la couverture du ciel, serait ou non interrompue par la sanglante intervention des soldats.

« Les anciens avaient la charge de convoquer les assemblées. Le matin ou dans la journée un

homme passait. Il trouvait un frère, lui annonçait qu'un prêche devait avoir lieu à telle heure et dans tel endroit, puis disparaissait. Cependant, portes closes; on se communiquait la bonne nouvelle. Enfin la nuit venait, alors mille craintes, quelque espion ou quelque faux frère n'avait-il pas appris la convocation de l'assemblée ? Vers dix heures on partait de la ville ou du village, non par bande, cela eût pu donner des soupçons, mais séparément, sauf à se réunir plus tard en quelque endroit isolé. La course était longue, une lieue, deux lieues. Les femmes étaient harassées et les enfants avaient peine à suivre ; chose grave ! les abandonner en route, ou les renvoyer à la maison, c'était les exposer à être surpris par les troupes, les livrer aux interrogatoires qui pouvaient avoir le résultat de surprendre l'assemblée. Il fallait alors que les hommes robustes de la troupe portassent les enfants sur leurs épaules. L'assemblée était lente à se réunir, cependant on disposait la sentinelle pour donner l'alarme et éviter la surprise. »

Au retour mêmes précautions qu'au départ. Les femmes rentrées à la maison, lavaient avant le jour leurs vêtements et ceux de leur maris, souillés par la boue du chemin afin que rien ne pût faire soupçonner la sortie nocturne.

Peu à peu les assemblées devinrent plus nombreuses et presque publiques, lorsque le gouvernement par suite de quelque guerre avec l'étranger,

n'avait pas la libre disposition de ses troupes. Comment du reste en eût-il été autrement, alors que les exigences inadmissibles du clergé catholique chargé de tous les registres de l'état civil, mettaient les huguenots dans la nécessité de recourir aux pasteurs pour faire constater la naissance de leurs enfants et pour faire bénir leurs mariages. Les curés catholiques, avant de bénir un mariage, faisaient communier, exigeaient, la confession, la pénitence, la messe ; c'était une abjuration en règle de l'hérésie. Quelques curés obligèrent les fiancés de jurer qu'ils croyaient leurs pères et mères damnés. Puis on en vint à imposer aux fiancés, avant de les marier, de longues périodes d'épreuves, à les obliger à faire des actes de catholicité pendant des mois et même pendant plusieurs années.

Ordre avait été donné aux intendants de forcer les religionnaires à recevoir du curé de leur paroisse la bénédiction de leur mariage. Les fiancés huguenots pour se soustraire à de telles exigences avaient voulu d'abord se contenter d'un contrat passé par devant notaire, mais bientôt les notaires eux-mêmes ne purent passer aucun contrat sans la présentation d'un certificat de catholicité, constatant que le contrat serait ultérieurement validé par un mariage béni à l'église. Quelques curés alors, moyennant finances, consentent à marier les huguenots sans exiger d'eux aucune preuve de catholicité. Un curé fut ainsi condamné à dix livres d'amende et menacé de la saisie de son

temporel s'il percevait à l'avenir pour le mariage des religieux rien autre chose que les droits légitimement dûs. Plusieurs autres sont incarcérés pour avoir également marié des protestants en percevant de grosses rétributions. Le plus souvent les huguenots s'adressaient à des aumôniers, à des prêtres n'appartenant pas à leur paroisse. Parfois les certificats étaient délivrés par de faux prêtres, empruntant le nom de tel ou tel ecclésiastique. Les mariages au désert étaient sévèrement punis. Ainsi l'évêque de Luçon demanda que la nommée Marguerite Chapeau demeurant au bourg de Mouchamp fut mise à l'union chrétienne de Luçon sur l'exposé que cette fille âgée de 22 ans devait se marier bientôt à la Rochelle avec un religieux ; Maurepas envoya des ordres pour le faire arrêter.(1) » En 1730 Maurepas envoya encore des ordres à l'intendant pour arrêter les nommés Daniel Papot et Pierre Cacaault et les envoyer dans les prisons de St-Maixent sur l'avis de l'évêque de Poitiers qu'ils avaient été mariés clandestinement par un prédicant. (2) » Ils devaient rester en prison jusqu'à ce qu'ils fussent instruits des vérités de la religion et qu'ils eussent consenti à faire réhabiliter leur mariage en face de l'Eglise.

En 1753 St-Priest, évêque de Montpellier fit paraître un mémoire dans lequel il prétend que les mariages et les baptêmes sont la cause des fréquentes assemblées. Les assemblées n'existe-

(1) Archives nationales TT, 325.

(2) *ibid.*

raient pas et n'auraient aucune raison d'être si on donnait plus de facilités aux religieux pour les mariages et les baptêmes. Le ministère des prédicants deviendrait totalement inutile. Les difficultés que rencontrent les Réformés pour faire baptiser leurs enfants ou pour se marier les forcent à aller aux assemblées. Quelques années plus tard, en 1757, St-Florentin écrivait à l'intendant une lettre à peu près dans ce même sens. « Il est très certain, disait-il, que la réhabilitation des mariages est conforme aux lois du royaume en général et à celles qui concernent les gens de la R. P. R.; il serait cependant à désirer qu'on pût trouver des moyens de faciliter la réhabilitation de leurs mariages, sans exiger d'eux des actes d'abjuration en forme ; on aura beaucoup de peine à les y déterminer. Je vous prie de parler de cette manière à M^r l'Evêque de Poitiers et d'examiner avec lui les moyens qui paraîtraient praticables pour faciliter les mariages et la réhabilitation de ceux qui sont faits. (1) » Cette même année parut un autre mémoire dans le même sens: (2) « L'erreur de la R. P. R. loin de s'affaiblir semble plutôt faire des progrès. Le zèle indiscret de quelques curés y contribue beaucoup. La plupart exigent de ceux qui ont été mariés au désert et dont les enfants y ont été baptisés qu'ils cessent d'habiter avec leurs femmes jusqu'à ce qu'ils aient satisfait aux devoirs prescrits par l'Eglise catholique, ro-

(1) Archives nationales TT. 325.

(2) *ibid.*

maine, et fait des abjurations authentiques sans quoi ils refusent de réhabiliter leurs mariages et de donner un état à leurs infortunés enfants. Les protestants ne peuvent consentir à cela et répugnent à faire des abjurations. Les poursuites vives des curés les éloignent de l'Eglise catholique, aussi le mal augmente et les assemblées deviennent de plus en plus nombreuses. Plusieurs mêmes de ces protestants mariés sortent du royaume avec tout l'argent, qu'ils peuvent ramasser et vont fournir aux ennemis de l'Etat des sujets industriels et laborieux ou des soldats. » Ces lettres et mémoires n'étaient que la marque vivante de l'impuissance de la cour et du clergé à empêcher les mariages et les baptêmes au désert. A partir de 1715 tous les mariages se célébraient au désert et en 1775 on estimait à plusieurs milliers ces mariages bénis au culte proscrit. Et c'est en effet à cause des exigences du clergé que les réformés allèrent au désert pour faire bénir leurs mariages. Mais c'est aussi parce que les synodes et les pasteurs déclaraient qu'ils ne pouvaient se marier qu'au désert ou à l'étranger, que toute autre voie était déshonnête et coupable, quelles que fussent les conventions faites avec les prêtres catholiques. Censurés durement par leurs pasteurs et menacés par eux d'excommunication, ceux qui avaient fléchi, en recevant la bénédiction d'un prêtre catholique durent faire réhabiliter leurs mariages suivant la discipline Calviniste.

Quant aux baptêmes, ordre avait été également donné aux intendants de forcer les gens de la R. P. R. à faire baptiser leurs enfants à l'église catholique. Plusieurs mois déjà avant la Révolution, comme toutes les églises étaient frappées d'interdiction et les temples démolis, bien que Louis XIV n'eût pas encore décrété qu'il n'y aurait plus de protestants en France, l'intendant de Poitiers agissant en vertu d'une déclaration royale, nomma d'office quelques pasteurs pour baptiser les enfants des protestants. Ces baptêmes avaient ordinairement lieu en présence d'un représentant des autorités locales de l'endroit où ils étaient administrés. Ce magistrat dressait acte de la cérémonie. Moïse Bétoule, ministre à St-Fulgent, fut ainsi chargé de baptiser les enfants de la contrée qu'il habitait. Du 12 août au 9 septembre 1685, il baptisa cinq enfants : un de Montaigu, un de Boufféré, un de Saint Georges de Montaigu, un des Herbiers et l'autre de Mouchamp. Sauf à Mouchamp où la réforme compte encore de nombreux adhérents le protestantisme a disparu dans toutes ces localités. Le hameau des Herbiers se se trouve maintenant dans un centre très-catholique. Voici une copie de l'acte de baptême concernant l'enfant des Herbiers, relevé aux archives du greffe du tribunal de la Rochesur-Yon : « Aujourd'hui dimanche, deuxième jour de septembre, mil six cent quatre vingt cinq, en présence de nous, Louis Masson, avocat et procureur fiscal de la Baronnye ci-dessus (les Es-

sarts) et substitut du procureur fiscal des Challengnyes de St-Fulgent, M. Moïse de Bétoule, ministre a baptisé René Pineau, fils de Noël Pineau et de Francoyse Proust sa femme, demeurant à la Goupillaire, paroisse des Herbiers; présenté au baptême par René Remigereau et Elisabeth Proust, parain et marraine, laquelle Proust a déclaré ne savoir signer. Ont signé: Noel Pineau, René Remigereau, Masson, Bétoule ministre commis par Monsieur l'intendant. (1) » Après la révocation, les naissances devaient être constatées par les curés dans les actes baptistaires, l'édit de Révocation portant que tous enfants nés de parents protestants devaient être portés à l'église pour y être baptisés. Mais les huguenots furent détournés de faire porter leurs enfants à l'église par l'entêtement que mirent les curés à vouloir qualifier de bâtards les enfants nés de mariages contractés soit au désert soit à l'étranger. Ils se décidèrent à faire baptiser leurs enfants par les pasteurs, allant d'assemblée en assemblée. Pour obliger les parents à faire rebaptiser leurs enfants par le curé on eut recours à l'argument persuasif des dragons et des arrestations. Un nommé Annereau fit baptiser sa fille au désert comme l'atteste un certificat de Pougnaud pasteur : « Je soussigné, certifie que l'an 1765, et le 16 juin j'ai baptisé Marie Magdeleine née le 12 du mois de l'année sus-dite, fille légitime de Jean Annereau et de Marguerite Vorazin. Au désert en présence des témoins — Pougnaud. » La Roche

(1) *Bulletin Evangélique de l'Ouest*, 7 et 21 juillet 1888.

curé de Cheffois diocèse de Luçon voulut aussi baptiser cette fille. Le père ne voulut pas y consentir sous prétexte que le pasteur qui l'avait déjà baptisée lui avait fait prêter serment de ne pas faire baptiser l'enfant à l'église romaine. Ce curé écrivit à St-Florentin qui répondit à l'intendant lui donnant ordre, par une lettre de cachet, de faire conduire dans les prisons de Poitiers le nommé Annereau qui avait fait baptiser sa fille au désert par un ministre et qui refusait de la porter à l'Eglise. En présence de cet ordre Annereau ne résista plus au curé et fit de nouveau baptiser sa fille. « J'ai l'honneur de vous annoncer, écrivit le curé à l'intendant, que l'enfant Annereau a été aujourd'hui apportée à l'église. » (1)

Mais sur ce point comme sur tant d'autres, la résistance obstinée des huguenots finit par avoir raison des prescriptions des édits les obligeant à faire baptiser leurs enfants par les curés.

L'Eglise catholique n'admettait pas une plus grande tolérance, même pour les morts. Les malades ne pouvaient même pas mourir en paix. Sous prétexte de violences exercées en plusieurs occasions par les protestants pour empêcher la conversion de leurs malades qui voulaient rentrer avant leur mort dans le sein de l'Eglise, le roi avait autorisé les curés, assistés des juges, à se présenter aux malades pour recevoir leur déclaration. Les curés, emportés par leur zèle convertisseur, abusèrent souvent de cet édit et l'outrepas-

(1) Archives nationales, T T , 325.

sèrent; ils se rendaient auprès des malades, sans avoir même réclamé l'assistance des magistrats. Elie Benoit raconte l'histoire d'une pauvre femme que l'on avait interrogée pendant qu'elle avait le délire de la fièvre et déclarée catholique. Elle revient à elle et voit au pied de son lit un crucifix : elle comprend qu'on a abusé de son état pour prétexter qu'elle a changé de religion. Elle veut se sauver par la fenêtre, la porte étant fermée à clef, elle tombe d'un troisième étage et se tue. Jurien rapporte un autre fait de ce genre : un marguillier et un curé, ayant chassé les enfants d'un vieillard mourant, après les avoir menacés de pendaison s'ils revenaient, tentèrent en vain pendant plusieurs jours de convertir le malade. Le pauvre homme, abandonné par eux et privé de ses enfants qui s'étaient réfugiés dans le bois, mourut de froid, de misère et de faim et l'on trouva qu'il s'était mangé les mains. A la suite de cet inqualifiable édit, nul n'ayant plus le droit de dire qu'il voulait mourir protestant, la visite obligatoire du curé provoqua chaque jour des drames émouvants au chevet des mourants. Le clergé usa de son droit avec la dernière rigueur pour imposer l'administration des sacrements aux malades, qu'ils rejetaient avec force.

Cependant si un réformé refusait au dernier moment de recevoir le prêtre et mourait sans les sacrements de l'Eglise, le curé avait beau refuser la sépulture, il ne pouvait faire que l'homme ne fût bien mort et ne compta pour tel. Aussi dès 1746

voyons-nous que les notaires royaux sont autorisés à constater de tels décès et à faire procéder eux-mêmes à l'ensevelissement, assistés du sergent royal de la paroisse et de quatre témoins. Il se trouve un de ces actes notariés, dressé le 28 août 1746 au village de la Bretaudrie, commune de Rochetrejoux, village presque entièrement peuplé de protestants encore aujourd'hui. Il s'agit d'un nommé Bléteau, décédé sans les cérémonies de l'Eglise catholique. Sa veuve, Charlotte Thomas, fait appeler un notaire du marquisat de Pouzauges pour procéder à l'inhumation.

Voici un extrait de cet acte :

Nous nous sommes, dit le notaire, transporté au dit lieu de la Bretaudrie, où étant, au devant de la maison où est décédé Pierre Blesteau, sommes entré dans la demeure du dit Blesteau, en présence des tesmoins sy bas nommés et sousignés; la ditte Thomas nous a fait voir le corps mort du dit Blesteau gissant sur un lit, dans la chambre d'entrée de la ditte maison, lequel corps nous avons vu et reconnu pour avoir bu et mangé, de son vivant, avecq luy. Laditte Thomas nous a dit que M. le curé de Rochetrejoux faisait refus d'enterrer le dit Blestrau et qu'à son refus elle voulait présentement l'enterrer. A cette fin ai fais ensevelir ledit corps mort, et l'ai fait mettre dans un cerqueil de bois par M^e Louis Vinet, charpentier, demeurant au bourg de Rochetrejoux, et dans ce momant l'ai fais porter par quatre hommes, en

nos présence dans une pièce de jardin, appelée le jardin de la Plessée, susditte paroisse et dans le momant l'ai fais combler de terre , de tout quoy elle a requis acte que nous notaire luy avons octroyé pour valloir et servir après avoir desclaré que le décès du dit Blesteau est arrivé de la nuit dernière, etc. » (1)

Dans les enterrements le nombre des personnes assistant au convoi ne pouvait dépasser trente, y compris les plus proches parents du défunt ; ces enterrements doivent se faire à six heures du matin ou à six heures du soir du mois d'avril au mois d'octobre, à huit heures du matin et à quatre heures du soir du mois d'octobre à la fin de mars. Aucune pompe ni cérémonie n'était permise, c'était un honneur réservé à ceux qui professaient la religion du prince.

En butte à toutes ces vexations, les huguenots en vinrent à écarter soigneusement tous les témoins du chevet de leurs parents gravement malades. Et ceux-ci morts, les parents les enterraient en secret la nuit, dans leurs propres maisons, sans faire inscrire les décès sur aucun registre public quels que fussent les dangers auxquels ils s'exposaient par ces sépultures clandestines. Depuis, les sépultures dans les champs et les jardins se sont perpétuées dans la province du Poitou.

(1) *Bulletin Evangélique de l'Ouest*, 15 janvier 1887.

CHAPITRE II

— DISCIPLINE —

Le culte cependant reprenait peu à peu au désert et bientôt les églises vont de nouveau s'organiser comme elles étaient avant la Révocation. C'est en 1730 que cet essai de réorganisation fut tenté par Chapel. Chapel mit le Poitou, province jusque-là isolée, en rapport avec les églises du midi qui étaient déjà entrées dans cette voie sous l'habile direction d'Antoine Court. Chapel obligé de quitter cette province, Pradon et Loire continuent son œuvre et au Synode national de 1744 nous trouvons les églises du Poitou représentées par Loire lui-même. A cette date on pouvait

compter une trentaine d'églises en Poitou, églises très florissantes.

Mougon,	fondée en 1740,	350 protestants.	
Vitré	— —	250	—
Praillès	— —	300	—
Couhé	— 1742	—	—
La Baunière	— —	300	—
La Mothe-St-Héraye	1740	600	—
Lanchalle	— —	—	—
Chauray	— —	—	—
Chenay	— —	—	—
Lezay	— 1740	1200	—
Bourbia	— —	—	—
Exoudun	— —	—	—
St-Sauvant	— —	—	—
Lusignan	— —	—	—
Rouillé	— —	—	—
St-Maixent	— —	—	—
La Lèvre	— —	300	—
St-Jouin	— —	—	—
Moncoutant	— —	—	—
Pouzauges	— —	—	—
Bouperc	— —	—	—
Mouilleron	— 1740	300	—
Rochetrejoux	— —	240	—
Les Raillères	— —	—	—
Mouchamp	— 1744	—	—
St-Prouant	— —	—	—
Pamproux	— —	—	—

Pradon comptait trente églises tant dans le

Haut que le Bas-Poitou, divisées en 12 arrondissements ; chaque arrondissement formant une assemblée de 7,000 personnes. Au mois d'août 1745 il écrivait à Court (1) : « J'ai découvert un grand nombre de protestants qui répondent fort bien à nos vœux, faisaient paraître beaucoup de piété et de zèle, ne manquant pas une assemblée ; en un mot je suis très content des gens de ce pays-ci, gens affables, pieux, aimant Dieu et travaillant à s'instruire à l'envi. Pour ce qui est de la jeunesse je ne la reçois que lorsqu'ils ont quatorze ou quinze ans et qu'ils savent parfaitement leur catéchisme, surtout les matières qui regardent la Ste-Cène. Pour ceux qui entretiennent un mélange de religion qui vont tantôt à l'Eglise R. et tantôt à l'Eglise C. je ne les reçois pas à la Ste-Cène que lorsqu'ils ont fait un choix et qu'ils ont déclaré au consistoire qu'ils veulent s'attacher à la religion protestante. »

Mais pour desservir ces églises, il fallait des pasteurs ; le synode national de 1744 décida que les provinces du Vivarais et des Cévennes prêteraient chacune un pasteur pour une année aux provinces de Guyenne et du Poitou. Le premier pasteur envoyé par ce synode fut Pellissier dit Dubesset. Pellissier fut la cause d'une querelle qui troubla pendant longtemps les églises du Poitou. Il y eut un schisme entre Pellissier et ses collègues. Il avait introduit des livres dont il faisait un commerce qui avilissait le ministère. Défense lui fut faite de ne pas continuer, il n'en tint nul compte.

En outre le premier Synode du Poitou avait nommé Gounon directeur général des églises ; Pellissier se sépara et érigea de nouveaux consistoires. On le suspendit de ses fonctions de pasteur jusqu'à ce qu'il eut produit une justification satisfaisante. On soumit en outre l'affaire aux pasteurs de Lausanne et de Genève. Ceux-ci rendirent quelques mois plus tard le jugement suivant :

1 — « Quoique la délibération prise contre Pellissier, dans l'assemblée tenue en Poitou le 12 mai 1744 fut illégale et contraire à la discipline, il aurait dû se soumettre quitte d'en appeler.

2 — Il est blâmé pour avoir fait schisme et érigé de nouveaux consistoires, et il est suspendu pour huit jours du ministère.

3 — Qu'il ne fasse plus commerce de livrés et qu'il vende ceux qu'il a à un prix raisonnable.

4 — Les huit jours de suspension écoulés, il sera censé rétabli dans l'exercice de son ministère et pourra en remplir les fonctions.

5 — Que Gounon et Pellissier se réconcilient ensemble se pardonnent de bon cœur et pour preuve administrent la Ste-Cène à St-Maixent, les huit jours écoulés, où seront invités de leur part les députés des églises voisines pour qu'ils soient témoins de cette réconciliation.

6 — Le Bas-Poitou (Mouilleron, Mouchamp Pouzauges, Moncoutant) sera affecté à Gounon.

Le Haut-Poitou (Melle, St-Sauvant, Pamproux) à Pellissier.

St-Maixent, La Mothe-St-Héraye, Prailles, desservies alternativement par l'un et l'autre.

7 — Qu'il y aura égalité de pouvoir entre M. Pellissier, et M. Gounon et que le premier ne s'appellera plus le directeur général des Eglises, titre que lui a conféré à tort l'assemblée illégale du 12 mai contre les règles de la discipline.

8 — Les proposants qui auront manqué de respect à Pellissier devront lui faire des excuses.

Quelques années après en 1750 dans un colloque tenu au mois de novembre, Pellissier refusa encore de se soumettre aux décisions de ses collègues. On avait proposé de faire trois quartiers des églises du Poitou, Saintonge, Angoumois et pays d'Aunis. Pellissier rejeta cette proposition. On le prie alors de faire lui-même une proposition après quoi on la tirera au sort, il refuse encore. On affecte alors à M. Pradon les églises de Melle, Chezy, St-Sauvant, Pamproux et à M. Moynier les églises de Prailles, La Mothe, Regné et St-Maixent. Ils serviront alternativement les églises du Poitou pendant 2 ans, s'accordant réciproquement leurs secours. Pellissier rejeta encore cet article. On proposa encore à Pellissier de desservir pendant 6 mois le quartier qui lui avait été affecté par M. Olivier et M^{rs} Pradon et Moynier les églises du Haut et Bas-Poitou, et qu'au bout du dit temps, ils changeraient de quartier, afin de cimenter la paix. Pellissier refusa encore de se soumettre. — Cette querelle fut une ombre au ta-

bleau et rendit plus difficile encore, l'application de la discipline déjà difficile, même dans ses dispositions les plus simples.

Les pasteurs du Poitou eurent souvent recours aux lumières des pasteurs du midi, de Rabaut par exemple. Ainsi en 1784 Robinaud écrivit à Rabaut : « Trois objets ont été présentés à notre synode et quoiqu'il y en ait qui semblent ne pas exiger de discussion profonde ils nous ont mis dans le cas de l'irrésolution jusqu'à ce que nos sœurs les Eglises réformées du Royaume nous aient assisté de leurs lumières. Le premier est le cas d'un jeune homme qui après avoir accusé sa femme d'impuissance et obtenu d'elle une dissolution de communauté, et des médecins et chirurgiens une déclaration confirmant son accusation, s'est marié avec une autre, par un prêtre et qui aujourd'hui demande avec instance d'être admis à la paix de l'église par la participation au St-Sacrement de la Cène du Seigneur. Le second cas est celui d'un homme qui veut épouser la veuve du frère de sa femme défunte. Cette proposition paraît d'abord décidée par l'article 12 du Ch. XIII de la discipline ; mais la manière dont le canon est couché, le silence des lois divines sur ce sujet, la variété des opinions et des pratiques tant anciennes que modernes, embarrassent. Nous avons néanmoins été retenu jusqu'ici par la haute idée que l'Ecriture Sainte donne du mariage, par la manière dont elle représente ce lien sacré, et par l'œil d'indignation

avec lequel on envisage ici ceux de l'espèce dont il s'agit ; cependant notre dessein est de nous conformer à l'usage chrétien des églises réformées du royaume et de déférer aux lumières de ceux qui ont une capacité supérieure à la nôtre.

Le troisième cas regarde une proposition qui m'a été faite par un avocat du roi de ce pays. Cet homme plein de talent et ami intime de M. Elie de Beaumont avocat au parlement de Paris nous a conseillé de présenter une requête à sa majesté pour l'amélioration de notre sort. Il nous en a présenté une à signer dont le but est d'obtenir une forme légale à nos mariages. Les faussetés dont elle est remplie nous la font rejeter en le priant de ne pas s'offenser de notre délicatesse. Notre refus humble et forcé l'a d'abord irrité et quelques démarches clandestines pour se procurer des signatures nous ont rendus soupçonneux. Aujourd'hui ce Monsieur renouvelle ses offres, et il nous sollicite fortement de ne pas laisser écouler une occasion précieuse, peut-être unique. Et pour nous convaincre de la pureté de ses intentions, il nous laisse la liberté de dresser la requête ou de faire à la sienne tel changement que nous jugeons convenable. Nous aurions accepté cette dernière proposition, si nous ne nous faisions pas une loi de ne faire aucune démarche importante sans consulter les personnes doctes et expérimentées ; et il nous a paru que celle-ci méritait bien un concert de l'uniformité de toutes les

Eglises intéressées dans cette grande affaire. »

Les pasteurs ne s'adressèrent pas seulement à Rabaut dans des cas difficiles, mais ils lui écrivaient aussi pour lui faire connaître l'état des Eglises, et aussi pour lui demander des disciplines en vigueur dans les Eglises du midi. « On vous fera parvenir des disciplines, écrivit Rabaut à Dezerit et outre ce qui se trouve dans les disciplines ordinaires, on a mis dans celles-ci sous chaque article les conformités de la discipline de l'ancienne église. »

En 1785 il y avait 7 pasteurs et deux étudiants pour desservir trente églises. Cette province aurait pu occuper un plus grand nombre de pasteurs, mais elle était trop pauvre, on peut en juger par la lettre suivante de Robinaud à Rabaut: « Je dessers 6 églises; 5 ont chacune un auditoire nombreux, la 6^e ne contient que 120 communicants et est éloignée des autres de 9 lieues; il est vrai que les fatigues de mes collègues ne sont pas à beaucoup près si considérables, quoiqu'ils ne manquent pas d'occupation, et que nos honoraires ne comptent que depuis 7 à 900 francs. » Mais dans ces temps de persécution et d'exaltation, la fatigue n'arrêtait pas ces intrépides pionniers de l'Evangile. Prêchant aujourd'hui dans une église, demain dans une autre, faisant des baptêmes, bénissant des mariages, instruisant les jeunes gens, telle était leur œuvre. Ils accomplissaient ce travail avec l'abnégation la plus grande et l'ardeur la plus vive; et la prospérité des églises était

leur joie ; voir le nombre des réformes augmenter, l'assistance des jeunes gens au catéchisme était leur bonheur, et celui des pasteurs qui visitaient cette province. « J'ai surtout été charmé écrivait Gobelin à Dezerit, de ce que vous dites sur les catéchumènes. C'est ce à quoi vous devez surtout vous attacher. Rien de plus important que d'instruire la jeunesse, n'est-ce pas là la pépinière de l'Eglise et ce qui doit en faire un jour la force. Si elle est dans les ténèbres comment l'église sera-t-elle éclairée, d'ailleurs c'est le vrai âge de l'instruction. » Et trois années plus tard, il écrivait encore : « Je vis avec étonnement et avec une vraie satisfaction la multitude des nouveaux communians que vous eûtes l'année dernière. »

En réorganisant les églises du midi, A. Court rétablit les synodes interrompus pendant quelques années. A cette époque les synodes seuls pouvaient rétablir l'ordre dans l'intérieur de l'église et donner aux huguenots les moyens de résister à leurs persécuteurs. Aux synodes nationaux qui mettaient en rapport toutes les églises de France et qui étaient un lien entre elles, s'ajoutaient les synodes particuliers de chaque province. Le Poitou eut aussi ses synodes. Le premier que nous possédons de cette province date de l'année 1744 ; il est probable cependant qu'il y en avait eu d'autres avant cette année ; car les réorganiseurs de ces églises, Chapel, Loire, Pradon, avaient dû en convoquer ; mais malheureusement ils sont encore inconnus. De 1744 à 1787 on compte dans le Poitou 17 synodes ou colloques.

Il était assez difficile d'appliquer la discipline dans cette province du Poitou ; cependant malgré la difficulté, l'ordre régnait dans les églises. Les peines portées contre ceux qui enfreignaient la discipline étaient de deux sortes : la comparution devant les consistoires et la suspension de la Cène.

Les pécheurs scandaleux ou récalcitrants, ceux qui restaient un an sans communier devaient passer en consistoire pour rendre raison de leur conduite. Mais la peine la plus grande était la privation de la Cène. Étaient privés de la Cène ceux qui ne fréquentaient pas les assemblées, ceux qui profanaient le St-Dimanche. Le repos du dimanche devait être strictement observé. Il n'était permis ni de vendre, ni d'acheter, ni de travailler ce jour-là.

La plupart des marchands ne se faisaient aucun scrupule d'ouvrir leurs boutiques le dimanche comme un jour de semaine ; c'était un grand scandale pour l'église ; on les exhortait à ne plus continuer ; s'ils n'obéissaient pas c'était alors la suspension de la Cène, jusqu'à ce qu'ils se soient déterminés d'abandonner un projet si contraire à la religion et aux déclarations formelles de la parole de Dieu : « Tu ne feras aucune œuvre en ce jour-là. » Le dimanche devait être un jour de repos complet et de sanctification. Ce jour-là, l'orsqu'il n'y avait pas communion ou jeûne on faisait répondre le catéchisme à la jeunesse.

Le jour de communion, il était d'usage de faire distribuer par les anciens aux fidèles des méréaux, espèces de jetons employés dans toutes les églises

protestantes. C'était un moyen commode de discipline. Le méréau, à ces époques de troubles fut aussi porté comme signe de ralliement. Ces médailles presque toutes en plomb étaient fabriquées par les anciens de chaque Eglise. C'est dans le Poitou qu'on en a trouvé le plus grand nombre et c'est la province aussi où l'usage s'en est le plus longtemps maintenu. C'est vers 1820 seulement que cet usage a disparu. Plus tard on a bien pu voir quelques vieillards apporter un méréau à la communion mais ce n'était plus qu'une habitude une tradition qui allait disparaissant petit à petit.

Les étrangers ne pouvaient communier, ou du moins si la permission leur était donnée, ils devaient apporter des attestations de leurs anciens ou de personnes de probité connues des pasteurs. Ces mesures étaient prises en vue de sûreté. Il se glissait dans les églises des personnes qui se disaient ministres ou prédicants et qui s'emparaient de la confiance des fidèles ; c'est contre eux qu'on se mettait en garde. De même pour faire les fonctions de prédicateur il fallait le consentement des pasteurs et pour faire la lecture dans les assemblées le consentement des anciens. Tous les fidèles et en particulier tous les anciens furent exhortés à prendre garde de ne recevoir aucun étranger, sous prétexte qu'ils se disent ministres ou proposants sans de bonnes attestations des pasteurs. La prudence et l'expérience les obligeaient à être circonspects à cet égard.

Les tables de communions, offraient ceci de particulier, qu'un verset de l'Evangile, indiquait

que les planches avaient été convenablement ajustées. Il y avait des cachettes ou des doubles fonds dans ces tables pour dissimuler les bibles, les psautiers et les sermonaires et c'était une habitude générale de déchirer le titre des livres religieux pour en cacher l'origine à des perquisiteurs ignorants comme les dragons et les perquisiteurs de la maréchaussée.

La chaire dans laquelle prêchait le pasteur n'était pas sans intérêt. Il se trouve une de ces chaires dans une annexe de l'église de Lamothe-St-Héraye. Elle se compose de 7 parties percées chacune au centre pour pouvoir introduire un bâton et emporter aisément une partie de ce tout. Un ancien avait un morceau à sa garde et le moment de l'assemblée venu, il arrivait avec son léger fardeau. Tous ces morceaux étaient ainsi dispersés dans sept familles habitant des villages différents. Inutile de dire que les menuisiers qui les construisaient comme les anciens qui les gardaient, s'exposaient aux galères. Le rabat des pasteurs était semblable à celui des prêtres catholiques, le rabat de soie noire, brodé de blanc était moins salissant et plus facile à cacher.

La robe était le plus souvent remplacée par un manteau ou même par un petit collet.

Dans les familles, l'usage des généalogies sur les bibles était général et nécessité par la crainte de perdre peut-être même de conserver des certificats du désert qui pouvaient être compromettants. Du reste les familles nobles avaient donné l'exemple des bénédictions demandées aux pasteurs du désert.

Les baptêmes au désert étaient soumis à la discipline suivante : ceux qui apportaient des enfants aux assemblées pour être baptisés étaient exhortés à mettre par écrit les noms et les dates et devaient les donner au ministre pour qu'il put les enregistrer dans les formes ; ceux qui ne savaient pas écrire devaient s'adresser aux anciens qui mettaient le tout en écrit en due et bonne forme, conformément à un modèle qui leur était donné. Les parents qui présentaient leurs enfants au baptême devaient être rendus à l'heure ou bien avant le commencement du sermon. Ceux qui enfreignaient la règle étaient censurés. Les parrains et marraines devaient être âgés au moins de 15 ans ; en dessous de cet âge il fallait une attestation par écrit de leurs anciens. En outre les parents devaient avoir communiqué ou être dans le sentiment et en état de le faire. Pour cet effet ils devaient se présenter devant leurs anciens avant de présenter leurs enfants et subir un examen afin de savoir s'ils étaient suffisamment instruits. En ce qui concernait les mariages, les fiancés ne pouvaient être mariés qu'après s'être fait publier trois dimanches consécutifs, afin que les choses se passassent conformément aux ordres de la discipline. Les étrangers qui venaient se marier étaient exhortés à apporter leur contrat de mariage et une bonne attestation de quelques personnes de probité de leurs endroits et connues des pasteurs. Cette mesure était prise pour éviter toute surprise. De plus les fiancés qui se mettaient ensemble uniquement par un contrat sans faire bénir au préalable leur mariage, seront

censurés à la tête de l'assemblée ou en présence du consistoire, et suspendus de la Ste-Cène jusqu'à ce qu'ils aient donné des preuves de leur repentance au consistoire de leur endroit et fait réparation publique ; tout ce peuple était exhorté d'y faire attention afin que tout se fit honnêtement et par ordre, comme dit St-Paul. Cette mesure était prise vis-à-vis de ceux qui tout en refusant de faire bénir leur mariage à l'Eglise catholique n'avaient pas le courage cependant d'affronter les peines édictées par la cour concernant les mariages au désert.

Les derniers synodes réglaient définitivement la discipline en attendant que l'église puts'assembler publiquement et librement en pleine possession de tous ses droits. Chaque pasteur avait un quartier fixe. (Gibaud : St-Maixent ; M^{rs} Metayer : le Bas-Poitou ; Gobinaud : Melle). Les quatre quartiers devaient avoir chacun un Synode. St-Maixent devait commencer par convoquer le premier. Chaque quartier devait envoyer dans un colloque un pasteur et trois anciens.

L'ouverture des synodes était faite par un discours adapté au devoir des conducteurs de l'Eglise prononcé par le pasteur chargé de la convocation du synode.

CONCLUSION

Nous sommes arrivé à la fin de notre travail, à l'année 1787. L'Edit de Tolérance va mettre fin à toutes les persécutions en attendant que la Révolution complète cette œuvre en donnant aux protestants les droits civils dont ils étaient privés depuis plus de cent ans.

La conclusion qui se dégage naturellement de cette suite de faits que nous venons de raconter est la suivante : De quelque nature qu'elle soit, l'idée, mais surtout l'idée religieuse, ne peut être dominée ni vaincue par la force brutale. En face de la conscience le pouvoir des gouvernements est nul ; aucune loi n'a jamais pu la contraindre. Tout ce qu'elle peut faire c'est de forcer l'homme à cacher ce qu'il pense, ou même quelquefois à dire le contraire de ce qu'il pense, à faire des actes en opposition manifeste avec ses sentiments réels. Louis XIV se trompait étrangement lorsqu'il prétendait avoir complètement extirpé l'hérésie du royaume. La prospérité des églises est la preuve évidente de cette erreur. Bien plus, la persécution n'avait fait qu'accroître le nombre des huguenots. Le ministre de Breteuil, dans son rapport au roi, constate que le nombre des huguenots est aussi grand en 1787 qu'il l'était au moment de la révocation, qu'ils ont remplacé « tout ce qui a péri pendant les temps de persécutions, tout ce qui s'est converti réellement à notre foi et tout ce que les émigrations en ont enlevé au royaume. »

Bénéissons à jamais la mémoire de ces coura-

geux martyrs qui, par leur patience dans les persécutions et leur persévérance dans la foi, ont conquis la liberté religieuse. On n'a pas assez mis en lumière le rôle des comités locaux et généraux de chaque province pour la conquête de la liberté religieuse. Antoine Court, les Rabaut étaient secondés par les avis qui leur parvenaient de tous les points de la France, de tous les détails de la persécution que voulait ignorer non seulement la cour, mais même cette société sensible qui dans son amour de l'humanité était sourde aux souffrances des protestants jusqu'à ce qu'elle fut réveillée par l'intervention de Voltaire en faveur de la famille Calas ; mais l'intérêt de Voltaire lui-même avait été éveillé par les démarches patientes et multipliées, centralisées par les Court et les Rabaut.

Le souvenir de ces temps sombres et douloureux où la chaire était dressée au désert, de ces hommes d'énergie et de foi qui l'ont occupée, doit nous rendre reconnaissants envers Dieu de ce que nous traversons des temps de paix et de liberté religieuse. Attendons de lui le renouvellement de notre foi et le rajeunissement de notre âme, le pardon, la paix du cœur, la véritable joie, afin de pouvoir lui rendre un fidèle et vivant témoignage devant le monde.

Que ton règne vienne ! ».

Vu :

Le Président de la soutenance,

A. VIGUIÉ.

Vu le Doyen :

E. LICHTENBERGER.

Vu et permis d'imprimer ;

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

